Un été italien

Textes sur la répression anti-anarchiste



Quelques complices sans patrie

Janvier 2005

EN GUISE DE PRÉSENTATION…

Nul n'est besoin d'avoir une vision machiavelique de l'histoire pour constater que l'Etat italien a frappé cet été de nombreux compagnons localement, même s'il a ressorti de sa manche une énième “association subversive” concernant tout le territoire avec la dite “Opération Cervantes” (mais les incarcérés pour des délits spécifiques fréquentaient tous la région du Lazio).

Pise, Gênes, Lecce, Cagliari et Sassari, Rovereto, Rome-Viterbo, la liste s'est allongée rapidement en quelques mois. Le tout accompagné d'une très forte pression des journaux locaux et de déclarations fracassantes du ministère de l'Intérieur, style « *les anarcho-insurrectionnalistes constituent aujourd'hui la plus dangereuse et agglomérante formation subversive intérieure* » (1). Si ces ordures ne font que leur travail, accompagnés par des juges et des procureurs évidemment serviles, il est cependant une raison pour laquelle s'accumulent les charges contre celles et ceux qui luttent sans compromis contre la domination : c'est que la situation sociale n'est toujours pas totalement pacifiée. Pour un Etat qui avait cru avoir éliminé à la racine toute forme de dissensus radical à la fin des années 70 à coups de lois spéciales, d'exécutions et de massacres, de militarisation des rues et des quartiers, de ratissages très larges dans la population et de distribution de milliers d'années de prison (plusieurs dizaines de prisonniers non repentis croupissent encore dans les geôles italiennes), force est de constater que la question sociale est loin d'être réglée. Tout simplement parce que la lutte armée n'était pas que le fait d'une minorité entendant poursuivre la libération étouffée au sortir de la guerre par la démocratie-chrétienne et le PC, mais que ce désir de révolution était plus largement partagé. Après les grandes vagues de répression et l'extension de la zone grise de la domestication dans les années 80-90 comme partout ailleurs, la dégradation des conditions de survie fait ressurgir à présent, comme un fil mystérieux qui traverse l'histoire, de nouvelles formes de luttes auto-organisées s'affirmant à travers l'action directe. L'Etat utilise alors la vieille théorie des “extrémistes alliés” (anarchistes, autonomes, brigadistes, islamistes) pour effrayer, dissuader et isoler.

Des situations non contrôlées. Rien qu'au cours de cette dernière année, on peut ainsi citer les grèves sauvages des conducteurs de bus et trams réprimées par des réquisitions forcées, des licenciements et des amendes (pas loin de 4 200 rien que pour Milan), la grève des ouvriers de Fiat Melfi avec blocage de l'usine pendant dix jours, chargée brutalement par les flics, les blocages de routes et manifestations de la population de Scanzano Jonico et de toute la zone de la Basilicata contre le dépôt de déchets nucléaires, projet finalement repoussé, la lutte des napolitains contre la création de nouveaux dépôts de stockage des déchets ou celle de la population d'Acerra contre la réalisation d'un incinérateur. Sans oublier l'incarcération de milliers de sans papiers dans des camps officiels ou sauvages (du type ancienne base militaire) et la tension qui en résulte comme les révoltes ponctuelles dans des quartiers contre les rafles de flics ou les émeutes et évasions collectives dans les centres de rétention.. Dans tous ces contextes, différents entre eux à bien des égards, des individus ont su s'organiser sans médiation et parfois arracher quelques lambeaux au pouvoir.

Alors, que l'Etat frappe ses ennemis jurés, rien de bien étonnant ni de scandaleux. Qu'il continue dans la ligne de l'enquête Marini (2) à inventer une “association subversive” comprenant une structure, une hiérarchie et des attaques –anonymes et diffuses le plus souvent– qui s'y rattachent, ne signifie pourtant pas qu'il ne se soit pas adapté, notamment en complétant ce niveau national qui présente l'inconvénient d'être lourd, lent et souvent inefficace, par une approche plus fine, plus locale. Le moindre incident ou la moindre agitation dans une ville peut ainsi servir de prétexte à envoyer quelques compagnons dormir derrière les barreaux puis à les tenir sous contrôle par des mesures d'assignation à résidence, de pointage ou au contraire d'interdiction de séjour administrative ou judiciaire. Cette stratégie plus ciblée de harcèlement de basse intensité permet ainsi de suspendre une épée de Damoclès permanente afin de les isoler de leur contexte de lutte. De plus, l'accumulation de lourdes peines avec sursis pour des délits ridicules fait monter la pression en rapprochant le terme de la prison ferme.

L'Italie ne fait ici pas figure d'exception, et cette tendance européenne à l'accentuation des peines (en quantité et en dureté) contre les pauvres et les rebelles touche donc aussi naturellement les anarchistes ou autres camarades qui rentrent dans ce cadre. Nul besoin de se leurrer davantage, ils ne sont pas attaqués parce qu'ils sont dangereux, mais plutôt pour les empêcher de le devenir, comme c'est le cas pour tous les indésirables, réprimés tout simplement parce qu'ils font tâche dans la grisaille sans fin de la servitude volontaire. Avec cette petite différence qui est que ceux qui affirment en pratique, le verbe haut et avec fierté, leur refus de collaborer prennent un peu plus que les autres, à cause de leur visibilité. Et surtout dans un moment où l'injection faite à chaque individu de participer à la domination se fait impérative. Rien de bien nouveau, donc, ni de spécifique de l'autre côté des Alpes, si ce n'est un milieu anarchiste qui, bien qu'éclaté suite aux dissentions internes, recommence en partie à se mêler aux luttes sociales, à se présenter allumettes à la main là où la poudre des conflits s'accumule.

Face à une répression qui poursuit son sale travail, certains compagnons recourrent par exemple plus fréquemment à des méthodes comme le colis piégé –qui est criticable sur le plan éthique rien que du seul point de vue de la non-certitude de toucher sa cible– dans un face à face avec les flics. Mais ce n'est pas l'unique réaction, puisqu'il est aussi question du comment participer aux luttes sociales. Différents textes d'analyse plaident ainsi en ce sens : « Combattre et se défendre contre les forces de police ne signifie pas en soi et pour soi subvertir les rapports sociaux de domination. Et dans une période où les rapports sociaux sont particulièrement instables, c'est là qu'il faut porter notre attention, notre critique théorique et pratique, en évitant le plus possible d'être poussé uniquement par un réflexe conditionné provoqué par la répression. Parce que, sinon, on finit par abandonner le terrain fertile mais inconnu des conflits sociaux pour rester dans celui stérile, mais connu, de l'opposition entre nous et eux, entre compagnons et flics, dans un affrontement riche en spectateurs mais pauvre en complices » (3). Un second texte, *A l'air libre*, précisait quant à lui : « Je pense que c'est moins que jamais le moment de renoncer au goût pour l'action directe, même à peu nombreux. Mais celui-ci devrait seulement être majoritairement lié à des contextes sociaux, à des insatisfactions perceptibles. (...) Le grand jeu, me semble-t-il, réside dans la capacité de réunir une certaine dose de non-conformisme quotidien (perturber partout où c'est possible la normalité sociale, des débats citoyens aux foires à la consommation et à l'abrutissement culturel, du travail à la paranoïa du contrôle) avec la célérité d'action au moment opportun. En étant des véhicules de la joie de vivre et non des Cassandre du futur effondrement du capitalisme ».

Vu la diversité des situations locales, nous avons complété les lettres et tracts de compagnons italiens avec des chronologies, une liste des brèves du désordre et d'actions de solidarité. Ce dossier n'a pas vocation à se perdre dans les flots de la contre-information mais plutôt de permettre à chacun/e de se réapproprier d'autres expériences, de permettre aux rencontres et aux complicités de se développer. Que la solidarité soit une arme.

(1) Interview donnée dans *L'espresso* n°35, 50e année, 2 septembre 2004, pp. 52-54.
(2) Voir *Dans le marécage, limites et perspectives de la répression anti-anarchiste*, éd. La conjuration des Ego, juin 2000, 52 p.
(3) *Contrastare la repressione : riflesso condizionato o moto proprio ?*, décembre 2003. Traduit en français sous le titre *Affronter la répression : réflexe conditionné ou mouvement volontaire ?*, in *Tout le monde dehors*, février 2004, pp. 14-17.
(4) *All'aria aperta, Note su repressione e dintorni*, par *un amico di Ludd*, septembre 2004.

PISE, 7 JUIN

Le 7 juin 2004, sur mandat du substitut du procureur Antonio Di Bugno, le juge pisan Leonardo degl'Innocenti fait procéder à plusieurs perquisitions et arrêter Alessio Perondi. L'enquête porte sur une vingtaine d'attaques menées depuis juillet 2003 en Toscane par les Cellules d'Offensive Révolutionnaire contre des élus et des bureaux d'Alleanza Nazionale, des sièges de syndicats, des agences d'intérim. Il est soupçonné d'être l'auteur de l'attaque du 30 octobre 2003 contre l'entreprise *Edilcostruzioni*, qui effectuait des travaux sur la caserne de carabiniers de Navacchio. La "preuve" serait une vidéo où on le voit acheter deux bidons d'essence du même type que ceux qui ont servi à cette action et vers la même date. Il est incarcéré à la prison Don Bosco.

7 juin, nouvelles perquisitions, Leonardo, Betta, Gioacchino et Alice sont incarcérés. Fréquentant tous le local anarcho-écologiste *Il Silvestre*, ils sont accusés d' "*association de malfaiteurs portée à commettre de nombreux délits d'endommagement et de menaces graves*" dans l'enquête sur les Cor. Initialement, ils devaient juste être "mis sous enquête" avant que les flics ne trouvent chez eux, après huit heures de perquisition, un communiqué des Cor adressé par la poste à *Terra Selvaggia* et *Mamora*, tout comme aux quotidiens locaux *Tirreno* et *La Nazione*.

9 juin, Alice est mise hors de cause et sort de prison.

11 juin, Leonardo, Betta et Gioacchino sont placés en résidence surveillée.

14 juin, nouvelles perquisitions, Costantino est arrêté à son tour et incarcéré à Don Bosco, notamment après une campagne de presse locale qui ne comprend pas pourquoi il est épargné.

15 juin, Costantino est placé en résidence surveillée, tandis qu'Alessio est transféré de la prison de Pise à celle de Prato et que tous les inculpés sont également mis en examen pour "*propagande subversive*".

24 juin, un communiqué des Cor reçu par le journal *La Nazione* précise que les compagnons arrêtés n'ont rien à voir avec leur organisation.

24 juillet, nouvelle attaque revendiquée par les Cor, un cocktail molotov contre la maison de Giovanna Fusco, présidente du cercle d'AN de la circonscription de Pise-nord.

30 juillet, neuf nouvelles perquisitions sont effectuées, trois camarades (Giuseppe, Francesco et William) sont arrêtés et placés en résidence surveillée. Ils fréquentaient aussi le local *Il Silvestre*, comme beaucoup d'autres. Ils sont accusés du même délit d' "*association de malfaiteurs*" et "*propagande subversive*", avec selon le procureur, des preuves spécifiques contre William et Francesco concernant l'incendie volontaire de la voiture de Marco Meucci, président régional d'AN, le 5 avril 2004 à Calci.

6 août, Beppe, Francesco et William sont interrogés par le juge d'instruction Luca Salutini (qui remplace Degl'Innocenti) auquel ils refusent de répondre. William Frediani est ensuite incarcéré à la prison de Pise, accusé d'être l'auteur de l'attaque contre Giovanna Fusco et de la revendication faite sur l'ordinateur d'une fac, ce qui donne "*incendie, dommages et propagande subversive*".

7 août, Francesco Gioa disparaît dans la nature.

16 août, le juge confirme l'assignation à résidence de Beppe et la prison préventive pour William, y ajoutant un Francesco désormais introuvable.

7 septembre, après l'échéance de trois mois de l'enquête préliminaire, le juge d'instruction reconduit les mises en résidence surveillée pour 45 jours.

18 septembre, Alessio est transféré à l'hôpital de la prison de Turin.

23 octobre, Léo, Betta et Gioacchino sont libérés avec interdiction de séjour à Pise et alentours et obligation de pointer.

30 octobre, Costantino et Giuseppe sont libérés avec obligation de pointer trois fois par semaine.

15 novembre, le juge reconduit la détention préventive de William Frediani pour 45 jours.

17 novembre, Samuele et Giulio sont condamnés à 8 mois de prison avec sursis pour "*propagande subversive*" pour un tract de solidarité distribué en 2002. L'après-midi, quatre compagnons reçoivent une interdiction de séjour administrative de 3 ans de Pise.

6 décembre, le juge d'instruction Luca Salutini requalifie toutes les accusations d' "*association de malfaiteurs*" en "*association subversive*" (art. 270bis), ce qui lui permet de rallonger la détention préventive d'Alessio et William de six nouveaux mois, et transmet le dossier à Florence.

18 décembre, William est transféré de la prison Don Bosco de Pise à la prison de haute sécurité de Spoleto.

Coup pour coup

Ils voudraient clore une fois pour toutes l'histoire de ce local, via del Cuore à Pise, où depuis un paquet d'années divers compagnons et compagnonnes ont porté en avant de nombreuses luttes en défense de la terre et des animaux, pour la destruction de toutes les cages et la libération de tous les êtres vivants.

Lieu de rencontre où ont été pensées et se sont déroulées des dizaines d'initiatives, de celles contre les biotechnologies à la libération animale, de la guerre d'Espagne à la critique de la médecine, du soutien aux compagnons emprisonnés à celui avec ceux qui se battent en Patagonie pour leur terre ; lieu de rédaction de plusieurs journaux comme *Terra Selvaggia* ou *Mamora* ; de production et distribution de livres, opuscules et autre matériel ; un groupe de compagnon/nes y a porté en avant une lutte pour un monde sans prisons,

un autre le Groupe écologiste *Il Silvestre*, d'autres personnes encore, le Groupe anarchiste *Incontrolados*. Y sont passées des dizaines d'individualités qui avec les autres ont exprimé un dissensus net et radical contre ce monde, ne cachant jamais leur complicité avec les exploités ni leur aversion envers les exploiteurs, et les exprimant de toutes les manières possibles.

Voilà ce qu'a été et est encore l'espace situé via del Cuore à Pise. C'est ce que la flicaille diverse, les magistrats qui font carrière, les infâmes journalistes sont en train d'essayer de supprimer. Ils veulent juger, code pénal à la main, des amitiés, des affects et de la solidarité au moyen d'un délit associatif qui voudrait, avec toute la froideur et l'absurdité qui caractérise leur justice, homologuer chaque individu pour, avec leurs mensonges pervers, créer une structure associative comptant chefs et affidés. Ils tentent, avec de misérables journalistes, de construire la certitude d'avoir rayé de la carte un dangereux groupe terroriste, martellant d'abord nos noms, frappant ensuite nos habitations puis affichant nos visages sur les immondices qu'ils nomment journaux et télévision. Mais leurs tentatives, où qu'elles aillent, se heurtent et se brisent sur la détermination de tous les individus qui –complices au-delà de toute justice et " coupables " comme nous le sommes de ne pas accepter passivement ce monde– continuent imperturbablement à lutter pour une existence complètement différente, sans esclaves ni patrons, sans exploités ni exploiteurs, sans flics ni prisons.

Les dizaines de rassemblements, les tracts, les bombages, les différentes initiatives, la solidarité avec nous –inculpés et incarcérés–, la force que les compagnons et compagnonnes de via del Cuore et en d'autres endroits expriment malgré tout, sont une réalité qui démontre qu'aucun magistrat et aucune prison ne balayeront jamais notre détermination dans la lutte.

Une détermination qui face à la énième " brillante " opération des Ros, de la Digos et des autres merdes diverses, face aux mandats de perquisition et d'arrestation, face aux intimidations et aux tabassages, face aux vils vendus de la plume complices des inquisiteurs, face aux attaques des merdes fascistes, nous porte à rendre coup pour coup. Soutenir la grève de la faim des compagnons incarcérés, se solidariser par tous les moyens nécessaires avec ceux qui sont directement frappés par l'Etat, aller de l'avant dans les luttes contre ceux qui oppriment, dévastent, exploitent.

Une accolade chaleureuse à tous les rebelles emprisonnés, à ceux en fuite et à tous les compagnons et compagnonnes qui ne lâchent pas et se battent pour détruire toutes les cages.

Deux compagnons encagés

[24 août 2004, traduit d'anarcotico.net]

UNE LETTRE DE CLANDESTINITÉ

De je ne sais où, ??????, 2004

Chers parents, amis et compagnons,

Cela fait environ deux mois et demi que je suis sorti de la maison de mes grands-parents, ou plutôt du domicile qui m'avait été imposé comme forme de prison préventive par des personnes que je ne connais pas et qui ne valent certainement pas la peine d'être connus. Cette geôle consistait en gros à ne pas pouvoir sortir de chez moi, à ne pouvoir voir aucun membre de ma famille qui n'y était pas officiellement habitant, c'est-à-dire ne pouvoir voir aucun membre de la famille du coté de mon père (et lui non plus). Le fait d'être moi-même séquestré à demeure enfermait aussi mes proches puisqu'ils ne pouvaient accueillir à la maison aucun parent ou une quelconque personne n'y habitant pas, ce qui bouleversait complètement les habitudes de mes grands-parents et de ma mère. A la différence de la détention carcérale, je ne pouvais ni téléphoner ni écrire, sous peine de retourner en prison. Et pour assaisonner ce beau tableau, c'étaient ceux qui sont tout sauf mes amis passaient me rendre visite sept fois par jour et deux-trois fois par nuit.

Bien plus, ce sont les mêmes qui depuis que j'ai seize ans font tout pour m'envoyer en taule.

Un peu d'histoire. Depuis l'époque où j'étais mineur, j'ai subi environ une douzaine de perquisitions, dont quatre ou cinq chez mes grands-parents ; ils n'ont jamais rien trouvé de compromettant. J'ai été inculpé dans de nombreuses enquêtes, dont aucune ne s'est jamais soldée par une condamnation, à l'exception de deux petites conneries qui se sont terminées en amendes suite à un acharnement et une rancune particulière des défenseurs du capitalisme (la police et les carabiniers). Vu qu'ils n'ont jamais réussi à me trouver des poux dans la tête, bien qu'ils soient fermement convaincus que je sois la cause de leurs problèmes, les défenseurs de l'exploitation se sont toujours acharnés sur mes amis (anarchistes ou non) et sur leur famille à grands renforts de perquisitions, menaces, coups et insultes. Parfois ça n'a pas marché, parfois si, et j'ai perdu des amitiés ou en tout cas l'appui de celles-ci de la part des parents de mes amis.

Combien de fois ai-je entendu « *ils m'ont dit que si je disais que c'est toi qui a fait ceci (se référant à une*

action), ils ne me poursuivraient pas à propos de la drogue qu'ils m'ont saisie, mais je ne pouvais pas le leur dire parce que je ne t'ai rien vu faire », ou de la part d'un autre ami : « *ils m'ont emmené à la caserne sans avocat, m'ont donné des baffes, interrogé et fait chanter ».* Combien de fois me suis-je entendu dire en connaissant à peine les parents de mes amis « *quand mon fils sort avec toi je suis tranquille, tu ne bois pas, ne fumes pas, tu es un gentil garçon* ». Toute cette confiance, les gens que je connais me la donnent toujours jusqu'à ce que les hommes en uniforme jouent leur rôle en menaçant, faisant du chantage, terrorisant. Ces choses-là se sont produites avec des amis, des parents, des amies, mais aussi au travail, dans le bar que je fréquente, là où je fais mes courses.

Environ deux mois avant mon arrestation, alors que je sortais d'un de mes travaux saisonniers habituels (ouvrier agricole), je vois un fil noir qui dépasse du montant de la portière de la voiture. Ceci, additionné au fait que depuis quelques temps la radio faisait le même bruit que lorsqu'elle fait des interférences avec un portable alors que je n'ai plus de portable (les flics me l'ont séquestré), me fait comprendre que ma voiture a été visitée par quelque petit espion. Ensuite, en enlevant la gaine du montant de la portière et une partie du tableau de bord, j'ai trouvé un GPS (un global position system sert à connaître en temps réel les déplacements de la voiture), son antenne et deux micros. Cela signifie qu'au moins deux espions sont entrés dans ma voiture (qui est toujours fermée) en la forçant, en ayant une copie des clés ou un passe-partout. Et cette histoire n'est pas arrivée qu'à moi, mais à tant d'autres compagnons. Tout ceci montre clairement les méthodes de ces soldats au service de l'argent.

Ceci a été et est ma vie, c'est plus ou moins la même que celle de nombreux compagnons, y compris ceux qui sont inculpés avec moi dans l'enquête sur les COR. Les COR (Cellules d'offensive révolutionnaire) sont un groupe qui agit dans toute l'Italie, mais qui a accompli de nombreuses actions à Pise et aux alentours. Actions visant des fascistes, syndicalistes à la solde du pouvoir, carabiniers... Toutes ces personnes sont des ennemis jurés de leur propre classe, selon tout anarchiste ou communiste. Pour ce motif, et pour n'en faire aucune apologie, j'éviterai de commenter ces actions. L'offensive policière a commencé avec l'arrestation d'un compagnon (Alessio) sous l'accusation ridicule d'avoir acheté un bidon vide le jour où les COR ont incendié une caserne ; d'autres compagnons ont été arrêtés le même jour ou peu après parce qu'on a retrouvé chez eux un document des COR qui leur avait été adressé comme à beaucoup de journalistes soit par la poste, soit par internet de façon anonyme. Morale : en Italie, on peut aller en prison pour avoir reçu une lettre anonyme. Un mois après est arrivée la deuxième vague répressive : contre moi, Giuseppe et Willy. En ce qui me concerne : perquisition à six heures du matin, d'abord aucun signe d'arrestation, puis après n'avoir rien trouvé ils m'emmènent à la caserne pour signer les actes. Une fois sur place, l'un d'eux me dit : « *J'ai deux infos pour toi, un je dois t'incarcérer, deux tu peux accomplir cette peine préventive sous forme de mise en résidence surveillée chez toi* ». J'ai souri un peu sarcastiquement, il n'y avait ni stupéfaction ni peur dans ma tête, seulement du mépris.

C'est à partir de ce moment-là que j'ai commencé à sentir l'envie de sortir de cette situation de merde et elle s'est faite de plus en plus pressante jusqu'au jour de ma fuite. J'ai pris le large en partie pour restituer à mes proches la liberté qui leur avait été supprimée avec ma mise en détention à demeure, et en partie pour moi, parce qu'être enfermé à la maison pour la plus grande joie de l'ennemi me faisait vraiment mal. Le transfert injustifié de mon ami Willy en prison m'a concaincu que je devais faire vite pour ne pas subir le même sort à cause de quelque caprice du juge. Je défie quiconque de dire que les preuves contre moi sont consistantes et j'invite ma mère à montrer mes procès-verbaux à tout ami qui veut se payer une tranche de rire (pour ma part, j'ai peu ri).

Au cours de ma fuite, j'ai trouvé de nombreuses amitiés, certaines feintes, d'autres non, je me suis baigné à la mer et à la piscine, je suis allé à des concerts, j'ai dansé, je suis allé au cinéma, j'ai fait des blagues, mais j'ai aussi réfléchi et je me suis tenu informé de la situation de mes amis incarcérés. Toutes ces choses que la flicaille voulait m'empêcher de faire. Il y a beaucoup d'aspects positifs dans le fait de s'enfuir, mais cette situation m'empêche de voir les personnes que j'aime le plus dans la vie, mes parents, mes amis et mon chien Ludd que je cajolerai quand je le reverrai. Mon ami Willy me manque aussi beaucoup, lui qui a été très proche de moi dans les moments difficiles et que j'espère voir en liberté le plus rapidement possible. Un merci aussi à mon avocat Luca Pellegrini qui continue à faire avancer ma défense même si je suis loin, et pour toutes les fois où il m'a aidé au cours de situations les plus diverses. Un salut à tous les compagnons anarchistes et communistes qui portent en avant les luttes avec cohérence et courage, et à toutes les personnes qui les soutiennent plus ou moins directement.

J'ai appris de mon chien Ludd qu'on doit porter un grand amour aux personnes qui nous aiment et nous respectent, sans avoir peur de n'être pas assez un homme à cause de pleurs ou de la caresse d'un ami, mais j'ai aussi appris à être féroce et vindicatif contre ceux qui me veulent du mal ou me vendent à l'ennemi. J'envoie plusieurs copies de cette lettre et je souhaiterais qu'elle circule surtout parmi mes parents et amis, même si on peut aussi la passer sur internet.

Solidarité avec tous les compagnons qui portent en avant l'action directe contre le capitalisme et l'Etat.

Francesco Gioia, un des arrêtés dans l'enquête sur les COR, heureusement libre

[Traduit d'anarcotico.net du 3 novembre 2004]

La solidarité ne s'enferme pas

Par différentes opérations, le pouvoir tente de balayer au loin les expressions de dissensus plus radicales, celles qu'il ne peut ni gérer ni récupérer. Il voudrait faire place nette, mener à terme une fois pour toutes le processus de pacification-domestication et de contrôle du dissensus. Ce processus, difficile à achever au niveau national, se manifeste toujours plus par un acharnement local, dans tous ces lieux où prospèrent et survivent de « dangereux foyers de révolte ». On a vu le pouvoir procéder de la sorte à Lecce, en Sardaigne, à Viterbo, à Rovereto, à S. Polo d'Enza... et ce même scénario est mis en scène depuis longtemps à Pise. Ce sort est réservé, ici et ailleurs, à toutes les réalités [Ndt : on dirait “milieu” en français] qui ont choisi une forme de lutte sans compromis. Si dans l'enquête sur les COR le procureur Di Bugno n'a pu s'opposer à la libération de tous les compagnons mis en résidence surveillée, il a infligé à trois d'entre eux une interdiction de séjour à Pise et dans la région, à deux autres un pointage. Il a ensuite laissé libre cours à sa frustration en s'acharnant contre Willy et sur Alessio, auquel a été refusé plusieurs fois la résidence surveillée malgré son état de santé difficile. Tous deux sont encore incarcérés. La persécution sur papier contraint de plus un autre compagnon, Francesco, à se tenir loin de sa terre et de ses proches.

Mais le procureur (et tout l'appareil répressif) n'avaient certainement pas assouvi leur soif de pouvoir et de châtiment ; le dernier acte en date d'une stratégie toujours plus évidente s'est déroulé il y a quelques jours avec la condamnation à huit mois de prison (l'ordure Di Bugno en avait demandé dix-huit) pour propagande subversive de deux compagnons du local situé via del Cuore. Comme cela ne suffisait pas, quelques heures après le verdict, quatre compagnon/nes ont été arrêté/es et emmené/es à la préfecture de police alors qu'ils/elle se promenaient dans Pise. Là, on leur a signifié une interdiction de séjour administrative de la ville de trois années.

La tentative d'anéantir une “réalité”, celle –anarchiste– de via del Cuore, que nous avions déjà éprouvée sur notre peau suit le fil logique de la punition, de l'éloignement, de la menace. Mais il n'est ni taule, ni répression, ni condamnation, ni interdiction de séjour administrative ou judiciaire qui ne réussiront à arrêter notre désir de subvertir l'existant. Nous trouverons toujours un endroit pour crier notre rage. Adossés aux murs fortifiés dont ils veulent ceinturer la région pisane, nous exprimerons notre solidarité avec ceux qui sont encore incarcérés, toujours par-delà la barricade, du côté opposé à ceux qui exploitent, répriment, empoisonnent, transforment ce monde en une immense cage.

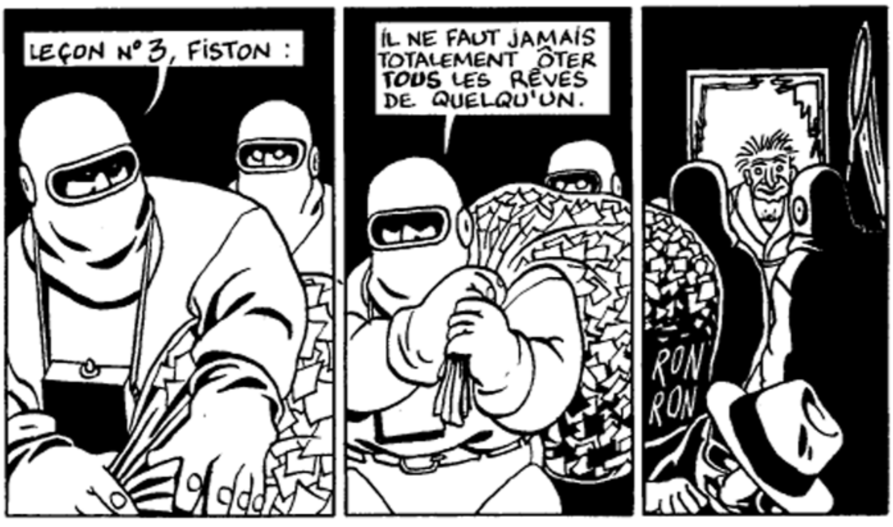
Nous serons tous présents à Pietrasanta, ville où la lutte contre les nuisances et les exploiteurs a trouvé un terrain fertile et où elle s'est toujours exprimée sur un mode radical, un territoire solidaire avec les rebelles en lutte et ceux en prison !

Liberté pour Alessio et Willy !
Une accolade à Francesco !
Liberté pour tous !

Rassemblement-distribution de tracts samedi 4 décembre à 15h à Pietrasanta
Rendez-vous Piazza Statuto

Anarchistes de via del Cuore – Pise
Individualités rebelles – Pietrasanta

(traduit d'anarcotico.net du 21 novembre 2004)



GÊNES, 7 JUIN

Le 7 juin 2004, la police procède à une de ses fréquentes rafles contre les immigrés et chasse aux vendeurs à la sauvette. Des compagnons passant par là commencent à ouvrir leur gueule. Errico et Paolo sont interpellés et incarcérés à la prison de Marassi pour "*résistance, blessures et dommages*".

10 juin, ils sont assignés à résidence.

1er juillet, la mesure est transformée en obligation de pointage quotidien à la caserne. Elle durera plusieurs mois.

6 juillet, des compagnons des *Ripe Rosse*, un village squatté à la montagne non loin de Gênes, trouvent un micro et un GPS dans leur voiture. Ils étaient placés sous le plancher entre les pédales et le renflement de la roue.

14 septembre, reprise des audiences du procès des manifestants contre le sommet du G8 de juillet 2001.

12 octobre, le procès s'ouvre. Sortie du texte ci-dessous.

2 décembre, seconde audience, témoignage des flics qui se sont portés partie civile.

11 mars 2005, troisième audience.

Depuis le 7 juin, nous sommes soumis à des "mesures de contrôle" (trois jours passés en prison, puis un mois en résidence surveillée et trois mois de pointage quotidien à la caserne) pour avoir manifesté publiquement notre dégoût face à une opération d'expulsion d'une place de Gênes sur laquelle se retrouvent d'habitude, entre autres, des marchands ambulants et des étrangers.

Ce jour-là, nous allions rejoindre la place Raibetta pour organiser une initiative contre la prochaine commercialisation du Ritalin, un psychotique destiné aux enfants "trop agités". A ce moment-là, la police, les vigiles urbains et les employés de l'Amiu étaient en train de procéder à un *nettoyage* de la place en pourchassant les vendeurs à la sauvette étrangers afin de contrôler leurs papiers et en détruisant leurs marchandises. Instinctivement, avec d'autres, nous avons manifesté notre indignation. Un dégoût qui, bien que verbal, a particulièrement dérangé, ou de toute façon eu trop d'écho dans le silence de cette "zone grise" qui caractérise *le public* involontaire des fréquentes rafles policières. Ce doit être pour ça, alors que des dizaines de personnes s'arrêtaient pour comprendre ce qui était pourtant par trop évident, qu'un d'entre nous a été agressé par cinq flics en civil qui nous ont chargé en sortant d'une voiture. Certains d'entre nous ont essayé de le soustraire à l'arrestation –tous se sont fait frapper à coups de pieds, poings et matraques– et la tentative s'est soldée par une chasse à l'homme qui a conduit à la seconde arrestation.

Cette brillante opération de répression contre les vendeurs à la sauvette s'est cependant conclue par quelques "failles" (il paraît que dans la confusion quelques étrangers ont réussi à échapper au contrôle) mais aussi par notre interpellation. Mis en examen pour délits de "*résistance à agent assermenté, blessures (certaines aggravées) et dommages*", nous avons été emmenés en prison.

Dans la soirée, les inspecteurs de police ont mis en scène une conférence de presse afin de *construire* les circonstances et de s'assurer que la tonalité utilisée par les journalistes serait la plus adéquate. L'événement est donc sorti dans les journaux et les médias du coin les jours suivants, résumé par des titres tonitruants sur des autos détruites et des policiers blessés (!). Un spectacle invraisemblable, ne serait-ce que pour l'inégal rapport de force, monté pour justifier, couvrir et finalement légitimer ce qui s'était passé dans la rue et la criminalisation qui en découlait.

Dans la prison de Marassi, nous avons fait connaissance avec les nouveaux barreaux modèle "cages à poules" qu'une entreprise finissait d'installer, avec les grilles dites "anti-évasion" mais en fait anti-protestation, montées pour éviter que les détenus puissent communiquer avec l'extérieur. Nous avons toutefois eu le plaisir de rencontrer la solidarité de ceux qui, comme nous, se trouvaient à l'isolement. Le lendemain, nous avons été interrogés (et refusé de répondre) par la juge Elena Daloiso, fameuse ces derniers temps pour les mesures prises qu'elle a prise à l'encontre des manifestants accusés de "dévastation et saccage" lors de la révolte contre le G8, mais aussi parce qu'elle a classé l'instruction sur l'assassinat de Carlo Giuliani (sur ordre du procureur Silvio Franz, le même qui officie dans notre procès).

La manière dont la juge a motivé le jugement puis confirmé l'ordonnance de mise en détention provisoire et enfin repoussé nos requêtes de remise en liberté pour raisons de travail (« *caractère violent renforcé par une idéologie politique* ») s'inscrit parfaitement dans le climat de lynchage qui règne. Les motivations de l'ordonnance de remise en liberté avec obligation de pointage quotidien sont de la même teneur : « *nous jugeons qu'un contact fréquent et contraint avec la PG (police et carabiniers), sui-*

vant cette courte période de détention, est un rappel adéquat au respect des forces de l'ordre ». Ceci en attendant le procès, dont la première audience auprès du tribunal de Gênes a été fixée au 12 octobre.

Ces mesures ne sont pas l'effet d'une dégradation du système démocratique, mais la routine des procédures juridiques et policières à travers lesquelles s'affirme la continuité de l'Etat. Une légalité démocratique qui donne une leçon de taule et de répression à ceux qui n'adhèrent pas au conformisme politique, culturel et idéologique d'une société “ordonnée”, “sécurisée” et “propre”. En somme, de ceux qui par la libre expression de leurs idées et leur comportement créent “le désordre”. Qu'il s'agisse de travailleurs en lutte pour de meilleures conditions, de citoyens exaspérés par les nuisances industrielles, de l'équipage d'un navire qui secourt des réfugiés en perdition ou des “anarchistes de service”, l'avertissement vaut pour tous. Mais le pouvoir de ne pas se résigner à être complices est également en tous.

Pour la liberté de toutes et tous
Pour la fin de toutes les cages
La solidarité est une arme

Les deux intrus

[Nous avons traduit la version publiée sur *Tempi di guerra* n°3, octobre 2004, p.19]

SARDAIGNE, 12 JUIN

3 JUIN 2004, un micro et un GPS branchés sur la lumière interne de l'habitacle sont trouvés dans la voiture d'une compagnonne de Cagliari.

12 JUIN, Carlo Di Marco, Luca De Simone et Vinico Frigau, du local *circolo Fraria* à Cagliari sont arrêtés, accusés d'avoir incendié le siège de *Forza Italia* dans le quartier Quartu S. Elena. Ils sont incarcérés à Buoncammino. Par la suite, le *circolo Fraria* (via Concezione, 33 à Cagliari) est perquisitionné et le préfet Orrù ordonne sa fermeture administrative pour 60 jours, utilisant pour ce faire une loi fasciste de 1931.

13 JUIN, Fabrizio et Paride, de Sassari, sont arrêtés par la police près d'une station service en possession de deux bouteilles d'essence et incarcérés à San Sebastiano. Les flics en profitent pour effectuer une perquisition au domicile de l'un d'eux.

14 JUIN, le juge de la détention (GIP), Deplano, confirme l'incarcération des trois camarades de Cagliari, refusant toute autre mesure comme la mise en résidence surveillée.

20 JUILLET, Fabrizio et Paride sont libérés avec interdiction de sortir de Sassari et obligation de rester chez eux de 22h à 7h.

24 JUILLET, Carlo, Luca et Vinico sont placés en résidence surveillée, respectivement à Gênes, Dolianova et Foggia.

11 AOÛT, la fermeture administrative du *circolo Fraria* de Cagliari est prolongée de 60 jours : “*vu que subsiste la possibilité que (...) le circolo Fraria puisse constituer un facteur déterminant favorisant la conception d'actions criminelles ultérieures et plus graves*”.

28 AOÛT, après avoir cherché minutieusement, trois micros sont retrouvés dans l'appartement d'une compagnonne du local *Fraria*.

22 SEPTEMBRE, le tribunal de Cagliari confirme la mise en résidence surveillée de Carlo, Luca et Vinicio.

20 NOVEMBRE, Massimo Coraddu, Luisa Siddi et Matteo Peddizzi, trois camarades de Cagliari accusés de “*résistance*” et “*violences aggravées*” contre le chef d'une patrouille de flics et le vice-préfet de police lors d'une manifestation le 22 octobre 2003, sont condamnés respectivement à dix mois, six mois + 15 jours et huit mois, le tout avec sursis. Sans compter les 1300 euros de frais de justice et la décision à venir du tribunal concernant les dommages et intérêts à verser à la partie civile.

Aux compagnons et compagnonnes du mouvement révolutionnaire sarde et international

19 juillet 2004,

Nous avons l'exigence d'écrire quelques lignes à propos de notre arrestation, survenue la nuit du 11 au 12 juin 2004. Les chiens de garde que nous avions à nos basques étaient nombreux cette nuit-là. Suite à divers épisodes de feu et de rébellion contre ce système, ces derniers avaient certainement besoin de faire plaisir à Pisanu [ministre de l'Intérieur], ce sarde vendu aux colonisateurs italiens, en attrapant quelques boucs émissaires. Tant mieux s'ils étaient anarchistes ou communistes. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés face contre terre, un pistolet pointé sur la tempe. Ces esclaves étaient bien outillés et, pendant que nous étions à terre, ils ont passé leur cagoule afin de n'être pas reconnus. Leurs noms sont : inspecteur-chef Greco Luigi, inspecteur Quaranta Luigi, ass. chef Duva Fabio et ass. Di Felice Stefano ; tous les quatre de la direction cen-

trale de la police préventive de Rome (GLA - groupe de travail sur les anarchistes). Toutes nos pensées vont à eux, nous ne vous oublierons jamais.

En tant que compagnons révolutionnaires, il ne nous intéresse pas d'être innocents ou coupables. Nous laissons cette définition à ceux qui, forts de l'autorité qu'ils ont arrachée par des siècles de sang et de sueur de tous les prolétaires, décident de notre liberté –à savoir l'Etat et le capital. Nous ne légitimons pas et nous condamnons sans aucun doute toute forme de jugement contre des individus ou des groupes en lutte contre l'Etat et ceux qui s'en rendent complices. A tous ces sous-fifres et charognes diverses et variées qui pensent avoir infligé un grand coup au mouvement révolutionnaire sarde, nous voulons affirmer qu'ils se trompent, oubliant qu'il y a des gens qui ne plient pas face à l'arrogance et aux violences commises quotidiennement par l'Etat italien contre le peuple et la nation sarde. C'est une erreur de leur part de penser qu'en nous arrêtant, nous trois et les autres compagnon/nes, et en réprimant ceux qui ont été proches et solidaires de nous au-delà des barreaux, ils peuvent affaiblir le souffle révolutionnaire en Sardaigne et ailleurs. Après notre arrestation et les perquisitions massives contre nos ami/es, parents et compagnon/nes, la vague répressive a culminé avec la fermeture du cercle antagoniste et antiautoritaire Fraria, sur ordre du préfet Orru' et supervisé par le procureur Caria, aujourd'hui remplacé par De Angelis. Dans ce local, des individus anarchistes, communistes et indépendantistes se rencontraient depuis des années pour discuter et organiser des initiatives contre ceux qui gouvernent, et dans les luttes sur [ce] territoire, nous n'avons ni médiateurs ni candidats, tout simplement parce qu'ils nous dégoûtent. Nous sommes tous et toutes des rebelles et nous avons un seul désir : abattre toute forme d'autoritarisme, qu'il soit régional, étatique ou mondial. Nous luttons pour une vie qui puisse être auto-organisée entre individus libres, et non pas gérée par les exploiteurs de toujours, accapareurs de sièges et entrepreneurs avides jusqu'à la mœlle, avec leur cohorte de factotum et de collabos.

Nos compliments aux procureurs Caria et De Angelis ! Nos compliments au préfet Orru' ! Contre vous, les insultes sont inutiles. Pour démontrer votre misère, il suffit de regarder votre travail de bureaucrates qui défendent l'exploitation de la Sardaigne et le vol de son sol pour construire des bases militaires, des casernes et des complexes touristiques pour la sécurité et le bien-être des bourges, qui défendent le pouvoir et le profit de quelques uns fondé sur la sueur et le travail de beaucoup d'autres, qui défendent les tribunaux de la justice bourgeoise et les prisons pour asservir les prolétaires. C'est vous les ravisseurs ! C'est vous les terroristes ! Nous savons bien que vos mesures, les perquisitions, les fermetures administratives et les arrestations n'éteindront pas notre enthousiasme et notre haine, ni celle de nos compagnon/nes contre cet Etat démocratique qui justement en tant qu'Etat, est autoritaire par définition. Nos compagnons et nos compagnonnes sont encore là, dehors dans la rue, pour le démontrer la tête haute. Tout notre soutien à elles et eux.

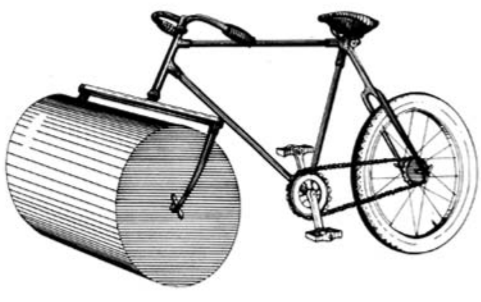
Notre dernière pensée va aux scribouillards surmenés de l'information insulaire et italienne, serfs des flics et laquais des patrons. Nous leur adressons tous les mots qui, par convention pudique, ne figurent pas dans la dernière édition du *Zingarelli* (1), et tous nos vœux de conclure leur répugnant chemin vers les urnes avec la même vélocité qu'ils ont mise à s'afficher en première page, dans des articles blindés d'inventions, de conjectures, d'hypothèses infâmes et délirantes, fruits du cerveau tordu de leurs patrons. Que les colliers qui vous tiennent en laisse, en bon chiens jappant pour avoir leur prochaine gamelle piteuse, et attestant ainsi de votre misérable vie d'arrivistes, vous étranglent. Même enfermés dans un des nombreux Lager de cet Etat, nous ne nous sentons pas seuls et nous ne nous rendons pas. Nous continuerons à lancer avec force notre cri de révolte contre tous ceux qui gouvernent.

A l'intétrieur et hors des murs, aucune résignation – contre les gouvernements assassins, solidarité et action !
Ne meris ne tzeraccus
Morti a s'imperialismu gherra a s'istadu !
Solidarité avec tous les peuples en lutte !

Carlo, Luca et Vinico

(1) Ndt : dictionnaire de référence italien style Larousse.

[Traduit d'anarcotico.net du 19 juillet 2004]



Désinfection de mouchards

C'est armés de patience que nous avons minutieusement exploré quelques maisons de compagnon/nes. Dans l'appartement d'une compagnonne du local Fraria, nous avons découvert 3 micros alimentés par deux-trois batteries de 9 volts. L'un a été retrouvé dans une poupée de chiffon. Le deuxième se trouvait dans la porte de la cuisine, dont la partie inférieure en contact avec le sol avait été forée afin d'y introduire deux fils électriques, deux batteries et un micro avec son antenne. Puis le trou avait été rebouché avec de petits morceux de bois de couleur adéquate collés avec du mastic. Le troisième mouchard était dans l'armature du canapé, dans laquelle ils avaient rajouté une boîte en bois, toujours de la même couleur. Lorsqu'on Soulevait le canapé, elle semblait en faire partie, mais en l'observant attentivement il en partait les fameux fils électriques.

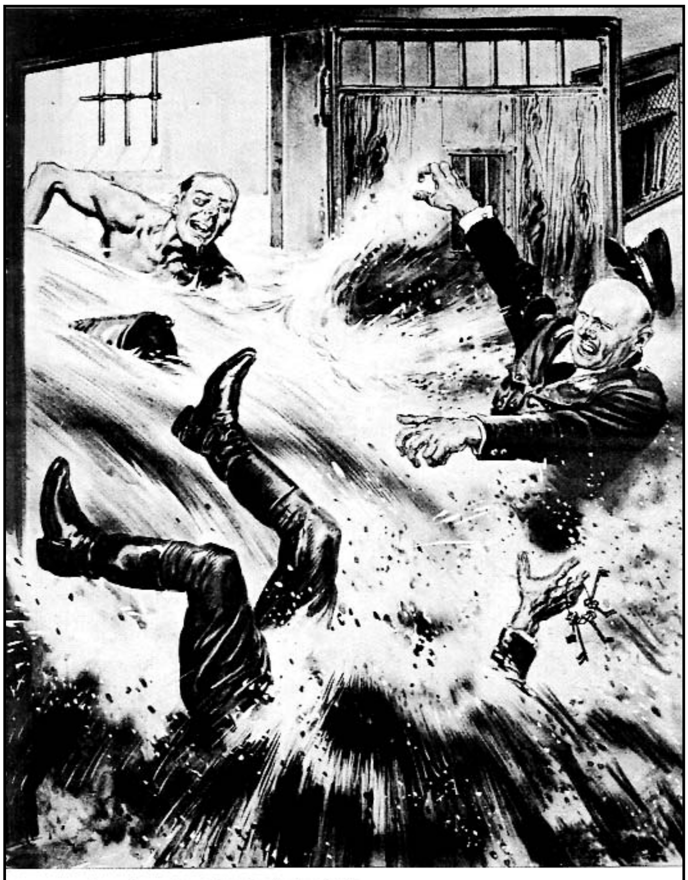
Nous ne voulons faire de victimisme d'aucun genre avec cette énième trouvaille. Ces intimidations n'arrêteront pas notre volonté de lutte contre l'Etat. Nous défendrons toujours nos espaces et notre dignité.

La gueule du pouvoir voudrait étendre ses mains sur notre vie... mais elles se retrouvent cette fois avec quelques doigts de moins.

Gherra a s'istadu Sempri ainnantis

Fraria - Kastedhu

[Traduit d'anarcotico.net du 28 août 2004]



Le prisonnier avait laissé sa cellule se remplir d'eau.
Copenhague, Danemark, 1956. Doc. *Radar-Détective*.

LECCE, 11 JUILLET

LE 11 JUILLET 2004, des affrontements avec la police ont lieu devant le centre de rétention Regina Pacis de San Foca (Lecce) suite à une manifestation (avec banderole, tracts, fumigènes). Une révolte et une tentative d'évasion qu'ils tentent d'appuyer se déroule alors derrière les grillages. Le compagnon Salvatore est arrêté et incarcéré à Lecce pour " *violences à agent assermenté* ".

13 JUILLET, le juge assigne Vincenzo Scardia assigne Salvatore en résidence surveillée. Ce même jour, deux flics se pointent chez une compagnonne, sans mandat, et tentent de la cuisiner sur un anarchiste du coin.

2 AOÛT, la mise en résidence surveillée est remplacée par un pointage quotidien au commissariat.

1ER DÉCEMBRE, un module GPS et deux micros sont retrouvés dans l'auto d'un compagnon. Il était situé sous le toit et connecté à la lumière interne du véhicule.

SALVATORE EN RÉSIDENCE SURVEILLÉE

Après deux jours de rétention dans la prison de Lecce, le GIP Vincenzo Scardia a concédé aujourd'hui 13 juillet 2004 la mise en résidence surveillée à notre compagnon arrêté dimanche dernier, 11 juillet, pour " *violences à agent assermenté* ", au cour d'un rassemblement devant le CPT [centre de rétention] Regina Pacis de San Foca. Lors de celui-ci, les immigrés enfermés ont lancé une révolte en détruisant les structures intérieures ; puis à partir des fenêtres arrachées au premier étage, plusieurs d'entre eux se sont rassemblés sur le grand balcon adjacent. L'un d'eux a sauté dans la cour en contrebas pour s'enfuir, mais a été bloqué par les gardiens alors qu'il cherchait à escalader le grillage métallique. Le compagnons présents ont alors tenté de le libérer des mains des matons et c'est à ce moment-là qu'est partie la charge des carabiniers en tenue anti-émeute. Deux compagnons ont été arrêtés et ont subi un contrôle d'identité (l'un enfermé dans le CPT jusqu'à 22 heures tandis que nous avons réussi à garder l'autre avec nous), et Salvatore a été entraîné au loin de force (ce n'est qu'après plusieurs heures que nous avons appris qu'il était incarcéré à Lecce). Une compagnonne s'est fracturé un genou. Il paraît que deux carabiniers ont été blessés à la tête.

La réaction des touristes qui peuplaient la plage adossée au lager a été honteuse : habitués à détourner les yeux, ils n'ont pu éviter dimanche de s'apercevoir de la violence des uniformes et du désir de liberté des immigrés enfermés, ils se sont tout de même rangés ouvertement du côté de la flicaille. Agacés par une journée de vacances méritées désormais ruinée (ils payent des impôts), ils ont applaudi la forte répression et refusé d'aider ceux qui avaient reçu des coups de matraque. Mais il n'y a probablement là rien de bien étonnant.

L'arrestation et la mise en cause de Salvatore est avant tout une vengeance contre un compagnon actif et connu, contre un parcours de lutte qui énerve probablement les gardiens de la paix sociale sur laquelle l'ordre du présent est fondé, entendant par paix sociale non pas une cohabitation pacifique entre les personnes mais plutôt la cohabitation pacifique entre dominants et dominés, exploiteurs et exploités, dirigeants et exécutants, au profit des premiers et de la sauvegarde de leurs intérêts.

L'important est de ne pas se laisser intimider, de ne pas laisser les compagnons tombés dans les mailles de la " justice " être isolés (en refusant les fausses distinctions entre coupables et innocents), et de continuer à se battre chacun avec les moyens qu'il trouvera plus opportuns, pour se débarrasser définitivement des prisons et des tribunaux, des surveillants et des matons, des états et des gouvernements, des patrons et des exploiteurs.

Liberté immédiate pour Salvatore ! Liberté pour tous !

Individualités du Capolinea Occupato de Lecce.

Rassemblement samedi 17 juillet 2004 de 18 à 23 heures à Lecce, à l'angle de via Libertini et Piazza Duomo.

[Traduit d'anarcotico.net du 14 juillet 2004]

ROVERETO, 20 JUILLET

4 OCTOBRE 2002, un groupe de néo-nazis attaque sur un parking une vingtaine d'anarchistes à la sortie d'un débat sur les luttes de l'immigration, place San Severino à Trento. Mis en déroute, ils portent plainte.

1ER JUILLET 2004, un micro est retrouvé dans l'antenne portable de la télé de quelques compagnons à Rovereto.

20 JUILLET, six anarchistes (Luigi Keller, Stefano Tiberi, Marco Beaco, Mattia Dossi, Massimo Passamani et Lorenzo Jorg) de Rovereto sont incarcérés pour "*coups et blessures graves en réunion*" et placés en isolement à la prison de Trento par le procureur Storari. Les carabiniers perquisitionnent plusieurs domiciles.

23 JUILLET, les compagnons commencent une grève de promenade et de douche (les seules sorties de cellules qui leurs soient concédées) pour obtenir la fin de l'isolement et la remise "en liberté".

27 JUILLET, les six compagnons sont libérés par le tribunal de réexamen, le juge n'ayant pas jugé nécessaire la détention préventive pour les besoins de l'enquête, un an et demi après les faits. Ils restent mis en examen.

15 SEPTEMBRE, plusieurs témoignages se recoupent, montrant que les flics font pression et chantage dans la région afin d'obliger une quelconque langue à balancer à propos du conducteur mystérieux de la voiture fantôme qui a fracassé la jambe d'un faf ce soir-là.

5 NOVEMBRE, un GPS et un second appareil non identifié sont retrouvés dans un camion. Ils étaient situés dans le plafond.

11 NOVEMBRE, la cour de cassation annule l'ordonnance d'incarcération de juillet.

LA GUERRE EST ICI AUSSI

" guerre au terrorisme " et répression de la dissension, partout.

Mise à jour de la situation des 6 compagnons arrêtés la matinée du 20 juillet... peut-être les dates ont-elles également un sens pour les flics...

Depuis hier, 6 anarchistes de Rovereto –GIGI, TIBO, MARCO, MATTIA, MASSIMO, et LOLLO– sont détenus dans la prison de Trento, via Pilati 7, sous l'accusation de coups et blessures graves et en réunion, contre six nazifascistes de la région de Trento. Ce sont justement ces derniers qui ont porté plainte et procédé à l'identification des compagnons à la police, en déclarant avoir été agressés par au moins 40 personnes. L'histoire est en réalité bien différente. Le soir du 4 octobre 2002, nous, anarchistes, avons organisé une soirée à l'université de Trento sur le thème de l'immigration, contre les expulsions et les lagers pour immigrés. L'initiative n'a pas plu aux fascistes qui nous attendaient un peu plus loin à la sortie de l'université pour nous faire la fête. Ils nous ont suivis jusqu'au parking S. Severino et là, forts du fait que nous étions une vingtaine dont une grande partie de jeunes, ils nous ont attaqués avec des masses, des ceintures et des chaînes. Mais ils se sont cassés les dents.

Le lendemain, nous avons découvert dans les journaux que, l'embuscade s'étant mal passée, ils avaient décidé d'un commun accord avec la police de nous la mettre dans le cul d'une autre manière, en renversant les faits et en tentant de nous coincer.

Mais revenons à aujourd'hui, vu qu'il n'y a rien de nouveau ni dans les embuscades fascistes, ni dans la collaboration séculaire entre les guignols à tête rasée et la police.

Cette rixe est évidemment un prétexte pour les incarcérer, parce que les mesures adoptées contre les compagnons sont complètement disproportionnées par rapport aux délits dont on les accuse (si on devait enfermer tous ceux qui à quelque titre que se soit sont impliqués dans des bagarres nocturnes, doutons que l'on puisse encore rencontrer beaucoup de gens dans les rues).

En plus de l'arrestation, le procureur Storari a imposé que les compagnons ne puissent pas communiquer entre eux, ni avec leurs proches, ni avec leur avocat pendant au moins 5 jours, délai maximum de détention possible avant l'interrogatoire par un juge. Cette mesure est habituellement utilisée pour délit de mafia et non pas pour rixe, ce qui signifie clairement qu'ils veulent exercer sur eux une pression psychologique.

De plus, le matériel séquestré au cours des perquisitions n'a rien à voir avec les accusations. Juste pour donner quelques exemples : des lunettes, des perruques, des piles, des butagaz de camping, de

la cire, des pétards, des livres et des tracts ont été saisis.

Le caractère politique de ces arrestations est évident, d'autant qu'elles s'ajoutent à des dizaines d'autres déjà effectuées dans le reste de l'Italie sur un mode similaire et rejoignent les autres mesures, aussi bien pénales qu'administratives qui ont plu ces derniers mois sur les têtes de tous ceux qui tentaient de résister et de s'opposer à la misère qui nous est imposée toujours plus quotidiennement.

Qu'il s'agisse des initiatives contre la guerre, de celles contre les dernières réformes, de celles contre les centres de rétention, de celles contre la loi Bossi-Fini, contre les licenciements ou pour les augmentations de salaires, la situation sociale est toujours plus explosive et les flics n'apprécient pas que ceux qui soufflent sur le feu pour qu'il s'étende restent en circulation.

La solidarité est une arme qui frappe à travers l'action ; soufflons encore plus fort ; cette société basée sur l'humiliation et l'exploitation de l'homme par l'homme et de la nature par l'homme ne peut être réformée, et doit être complètement détruite.

LIBERTE POUR TOUS,
LIBERTE IMMEDIATE
FEU AUX PRISONS

Un rassemblement non autorisé est prévu cet après-midi sous les murs de la prison de Trento.

[Traduit d'anarcotico.net du 21 juillet 2004]

L'INQUISITION DÉMOCRATIQUE

La nature et les modalités de notre arrestation et incarcération nous semblent mériter quelques réflexions.

Comme il est apparu à l'audience du tribunal de réexamen mardi 27 juillet, le motif pour lequel, tout en étant à l'isolement, nous étions à deux par cellule et avions la télévision est plus que simple : ils y avaient caché un micro et une caméra miniature. Le procureur Storari, épaulé lors du procès par son collègue Dragone et par le chef de la Digos, cherchait ainsi maladroitement à trouver quelques preuves pour nous garder en prison. Qu'est-ce que ça veut dire ? Cela veut dire qu'ils nous ont jeté en prison uniquement afin d'acquérir les éléments pour nous y faire rester.

Ce dont nous sommes accusés n'est donc pas un fait précis –sur lequel, en plus d'être fausses, les déclarations des fascistes sont piteusement contradictoires–, mais plutôt notre individualité d'anarchistes. En fait, le réquisitoire du procureur a été typiquement celui des procès pour "association subversive" : rapports de police, matériel de propagande saisi, condamnations précédentes, réunions publiques, etc. Il s'agissait de créer une certaine image de nous pour obtenir l'effet suivant : « Nous ne savons pas ce qu'ont fait ces anarchistes, mais ils sont dangereux ».

Pour autant, l'Etat ne nous enferme pas en prison parce que nous sommes anarchistes –comme il aurait été au fond plus "honnête" ou clair de le faire. Il nous incarcère pour un fait dont il n'a pas de preuve, et utilise le fait que nous soyons anarchistes comme confirmation de notre dangerosité. C'est, au sens strict, une situation orwellienne : Big Brother espionne comment nous réagissons à l'information de la mort d'un carabinier (aucun de nous n'a pleuré, nous l'admettons) afin de chercher à démontrer ainsi que nous aurions tabassé... des fascistes il y a deux ans. Pas mal.

Ajoutons un autre élément, odieux mais pas surprenant : il résulte clairement des dépositions des fascistes, fausses et infâmes, qu'ils ont été conseillés par la Digos et les Ros. Malgré tout cela, la manœuvre fait eau de toute part. Prenant un exemple qui relève de la logique jésuitique la plus finaude, le procureur explique que les contradictions dans les dépositions ne font rien que confirmer leur authenticité (on a déjà entendu cela dans la bouche d'un certain juge Marini...). Se rendant ensuite compte que les écoutes ne leur servent à rien, ils opèrent un nouveau virage : les personnes arrêtées sont tellement dangereuses qu'elles se méfient toujours de la parole et utilisent plutôt de petits billets sur lesquels elles écrivent. Les agents de la répression ne savent pas sur quel pied danser. Ils ont besoin d'arranger les choses. Le même verdict prononcé par le tribunal de réexamen qui nous a fait sortir de prison tente en même temps d'avaliser –avec de grosses contradictions– le cadre accusatoire basé sur la parole des fascistes et des Ros.

En somme, le climat est décidément inquisitorial, comme le confirment les arrestations continues d'anarchistes et de révolutionnaires dans toute l'Italie. De toute façon, vu la piètre figure qu'ont faite le procureur et compagnie, et avec la solidarité constante des compagnons et amis, nous en sortons plus forts. Parce que notre force est d'une toute autre nature, on ne peut ni la séquestrer ni l'espionner avec les caméras de surveillance.

Les arrêtés

[Tract qui a circulé à Rovereto le 2 août 2004]

Ah, ah, on cherche des balances :

La préfecture de police de Trento recherche désespérément quelqu'un qui puisse inventer (ou, mieux, avaler la version des fascistes et de la police) les faits qui se sont déroulés place S. Severino, afin de pouvoir arrêter les anarchistes.

C'est ce qui est en train d'arriver ces derniers jours à Trento et à Rovereto. La police est en train de menacer des personnes (dont trois nous ont passé l'info, mais le nombre pourrait croître rapidement), pour qu'elles soient prêtes à témoigner en faveur des fascistes et contre les anarchistes lors du procès pour la bagarre de S. Severino.

Pour ceux qui ne se souviennent pas ou ne savent pas ce qui s'est passé, résumons rapidement : la nuit du 3 au 4 octobre 2002, suite à une assemblée contre les expulsions et contre la loi assassine Bossi-Fini, les fascistes ont tendu un guet-apens aux participants à l'initiative. Armés de ceintures et de poings américains, les fascistes ont eu le dessous, mais seulement dans la rue, parce qu'ils ont immédiatement trouvé des bras compréhensifs pour les consoler : ceux de la police.

Les fascistes ont mis un mois et seize interrogatoires pour trouver une version concordante des faits et, au bout du compte, ils racontent s'être faits agresser par quarante anarchistes, dont l'un d'eux se serait servi d'une voiture. Les fascistes disent être certains que l'auto appartient aux anarchistes mais ne sont capables ni de rapporter le modèle, ni qui était au volant, alors qu'ils "reconnaîtraient" sept autres personnes qui selon eux auraient été présentes ce soir-là.

Ainsi, à près de deux années de distance, six anarchistes seront arrêtés et incarcérés pour ces faits sous l'accusation de blessures graves en réunion, découvrant que se défendre face à une embuscade fasciste, pour le procureur Storari, est un délit.

N'ayant pas de preuves pour appuyer l'arrestation (à part les déclarations des fascistes balances), le procureur a bien pensé à placer des caméras de surveillance et des micros cachés dans les cellules des anarchistes et) recueillir les preuves *après et non pas avant* de les arrêter ! Mais cette sale manœuvre est allée de travers parce qu'il n'y avait aucune vérité à découvrir qui ne fut déjà connue : les fascistes ont tenté une agression et ont échoué.

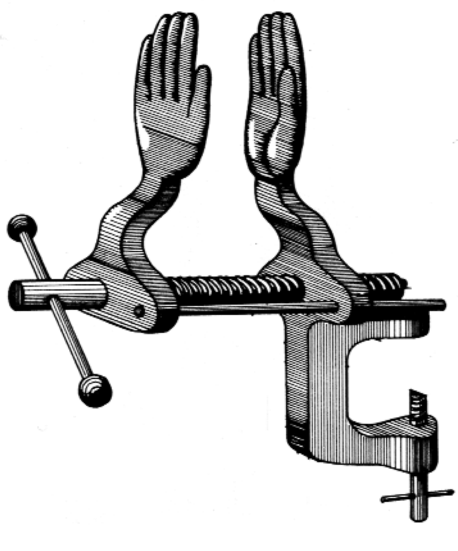
Ainsi, la bave aux lèvres, les forces de l'ordre et le procureur Storari, soutenu par le parquet, ne s'arrêtent pas : ils sont prêts à tout pour incarcérer les subversifs, même à menacer les gens ordinaires pour que l'un d'eux invente connaître l'auto et le conducteur responsables de la collision.

Cette énième crapulerie confirme seulement le fait que ces messieurs sont prêts à recourir à tous les moyens pour coincer ceux qui luttent pour leur propre liberté et celle des autres.

Cette enquête pue la charogne depuis qu'elle a débuté, et ceux qui ne lâchent pas le morceau en finiront empoisonnés.

Des anarchistes

[Tract qui a circulé à Rovereto le 15 septembre 2004]



OPÉRATION "CERVANTES", 27 JUILLET

27 JUILLET, grande vague de perquisitions dans toute l'Italie, qui aboutit à 34 mises sous enquête et quatre incarcérations (Marco Ferruzzi "Tombolino", David Santini "Tittarello", Sergio Maria Stefani, Simone Del Moro) en strict isolement. Ils sont accusés d'attaques différentes, mais le tout sous couvert de la Fédération anarchiste informelle (FAI), créée en décembre 2003 et fédérant des groupes qui ont revendiqué différentes attaques explosives ces dernières années.

28 JUILLET, Sergio Maria Stefani entame une grève de la faim.

10 AOÛT, Marco Ferruzzi et David Santini rejoignent la grève de la faim.

11 AOÛT, le tribunal de réexamen confirme leur mise en détention préventive. David Santini est transféré de la prison d'Aoste à Le Vallette (Turin).

17 AOÛT, après seize jours, David Santini interrompt sa grève de la faim. Marco Ferruzzi également.

29 AOÛT, après trente-deux jours, Sergio Maria Stefani interrompt sa grève de la faim.

9 SEPTEMBRE, Sergio Maria Stefani est transféré de la prison Regina Coeli (Rome) à celle de Palmi, en Reggio Calabria, où il n'est plus à l'isolement.

14 SEPTEMBRE, Simone Del Moro est transféré de la prison Regina Coeli (Rome) à celle de Carinola.

12 NOVEMBRE, perquisitions dans les cellules des quatre compagnons, sur mandat du procureur Salvatore Vitello. Le prétexte est de trouver des "traces" qui puissent les relier à la FAI, qui le 8 novembre avait revendiqué de nouvelles explosions (contre des agences d'interim et la prison San Vittore à Milan).

12 DÉCEMBRE, perquisitions dans deux espaces occupés de Rome, *la Marmitta* et *il Bencivenga*, sur mandat du procureur Vitello. Le prétexte est la recherche de matériaux utilisés pour la fabrication de colis-piégés reçus les 10 et 11 décembre (par un syndicat de matons et une association de carabiniers à Rome).

Nouvelle vague répressive contre des anarchistes en Italie

Une centaine de perquisitions, 34 mises sous enquêtes, 4 incarcérations

Le 27 juillet 2004 à l'aube, a eu lieu dans toute l'Italie la énième opération répressive contre des anarchistes, menée cette fois conjointement par les Ros et la Digos [services de renseignement des carabiniers et de la police]. Sur ordre du juge d'instruction romain Guglielmo Montoni suite à la requête du procureur du pool antiterrorisme Salvatore Vitello, une centaine de personnes ont été perquisitionnées, dont 34 mises sous enquête pour " association subversive à finalité terroriste et subversion de l'ordre démocratique " (articles 270 et 270bis du code pénal). Parmi elles, 4 ont été incarcérées par le juge Montoni. Les mandats de perquisition ont concerné différentes zones d'Italie, dont Rome, Viterbo, Soriano nel Cimino, Latina, Torre del Greco (près de Naples), Pisa, le Canavese et le Trentino, et plusieurs lieux squattés : l'*Ateneo di Dragoncello*, le *Bencivenga 15 Occupato*, *Torre Maura* à Rome ; *La Rrosalia* à Turin ; *Il Casello Squat* à Cervia et *Il Confino* à Cesena.

Le but officiel était de rechercher les auteurs de différentes attaques explosives : le 17 juin 2003 contre l'institut espagnol Cervantes à Rome, le 4 novembre 2003 contre la caserne de carabiniers via S. Sirico à Rome, où le carabinier Stefano Sindona a perdu deux phalanges (pouce et index de la main droite) en ouvrant le colis piégé, le 19 janvier 2004 contre le tribunal de Viterbo.

Les quatre anarchistes arrêtés, âgés de 22 à 27 ans, sont :

* Marco Ferruzzi, " Tombolino ", arrêté à Torre del Greco et incarcéré à Naples, accusé d'avoir envoyé le colis piégé le 4 novembre 2003 à la caserne de carabiniers (" *fabrication et envoi d'explosif* " plus " *tentative d'homicide aggravée* ") et un second qui a été désamorcé le même jour à la préfecture de Viterbo. " Tombolino " venait juste d'être condamné à un an de prison pour le tabassage d'un carabinier en civil lors de la manifestation du 4 octobre 2003 à Rome contre la conférence intergouvernementale de l'Union Européenne.

* David Santini –"Tittarello "– et Simone Del Moro, accusés d'avoir posé une bombe artisanale contre le tribunal de Viterbo le 19 janvier 2004. Le premier est incarcéré à Aoste et le second à Rome. La " preuve " des flics serait un extrait de conversation intercepté par micro-espion où l'un d'eux se vanterait de l'acte devant deux copines ! Dans un communiqué du lendemain des arrestations, Angela et Federica, les deux compagnonnes en

question, précisent que « *la conversation reconstruite dans les actes d'accusation est fausse, instrumentalisée et construite à propos. Nous n'entendons pas participer à cette opération. Et ceci, non pas pour renforcer la thèse de la défense, mais au nom de notre intégrité et dignité personnelle* ».

* Sergio Maria Stefani, arrêté à Arezzo et incarcéré à Rome, accusé de détention de poudre noire et de la diffusion d'un livre-recettes, " *A ciascuno il suo, 1000 modi per sabotare questo mondo* " [A chacun la sienne, 1000 façons de saboter ce monde]. Il se trouvait déjà aux arrestations domiciliaires sur ordre de la magistrature d'Arezzo pour une attaque incendiaire contre une boucherie datant du 19 mars 2004.

Bien entendu, la presse italienne s'est comme d'habitude lâchée, ressortant par exemple la thèse du " double niveau " (activités publiques et attentats de l'ombre) d'un milieu " anarcho-insurrectionnaliste " déjà avancée lors de l'enquête Marini en 1996, ou celle de connexions internationales avec des " terroristes " anarchistes espagnols, grecs (voire suisses, anglais, allemands ou français en fonction des journaflics). Enfin, bien qu'elle ne soit pas citée formellement dans les actes de mise sous enquête pour " association subversive ", plane l'ombre de la Fédération anarchiste informelle (Fai), qui a notamment revendiqué des lettres piégées expédiées en décembre 2003 à Romano Prodi, alors président de la commission européenne, des députés européens, Europol, Eurojust ou la Banque Centrale Européenne.

Lors de la conférence de presse qui a suivi l'opération, le colonel Luigi Arnaldo Cieri, commandant de la section anti-criminelle des Ros de Rome, a déclaré que les personnes enquêtées étaient " *l'aile extrémiste du mouvement anarchiste. Ils sont plus dangereux que les Brigades Rouges parce qu'ils sont disséminés sur tout le territoire et n'ont pas de structure de commandement. Leurs caractéristiques sont le spontanéisme, l'imprévisibilité et l'immédiateté* ". C'est avec de tels constats que l'Etat cherche donc encore une fois à construire une " association subversive " dont il déterminera lui-même les structures, le rôle de chacun et les attaques –souvent anonymes– qui s'y rattachent !

Synthèse effectuée à partir de la presse italienne du 28 juillet et des communiqués des personnes/lieux perquisitionnés sur http://anarcotico.net

[Article paru sur a-infos le 30 juillet 2004]

Sergio Maria Stefani en grève de la faim

Dès mon entrée en prison, j'ai décidé de refuser toute nourriture. Cette grève de la faim ne vise pas à obtenir quelque avantage immédiat, mais au contraire affirme ma volonté de ne pas accepter cette énième incarcération. Elle n'est pas provoquée par les conditions particulières auxquelles je suis soumis, comme le sont certainement les autres inculpés, ni parce que cette arrestation serait plus injuste que les autres –étant uniquement basée sur l'arbitraire du pouvoir et effectuée par la plus obtuse des violences, celle de la police– mais parce que c'est le seul moyen de protestation qu'il me reste en isolement, protestation qui reste toujours valable contre la prison. Je n'ai aucun intérêt à souligner l'évidente absurdité des accusations, mais je pense par contre qu'il est fondamental de remarquer l'attention particulière qu'ont portée les actes d'accusation à la solidarité entre compagnons (considérée comme la preuve de l'existence d'une organisation) et à l'adhésion de la quasi totalité du mouvement anarchiste et anti-autoritaire à la lutte anticarcérale. La volonté d'étouffer tout ça est évidente, tout ce qui est aussi une caractéristique de toutes les personnes qui haïssent l'autorité. La nécessité de ne pas se laisser intimider et de continuer à lutter contre " leur " violence est aussi évidente dans ces moments-là.

Solidarité avec les compagnons co-inculpés (que je regrette n'avoir pas pu connaître en des temps et des situations meilleurs).

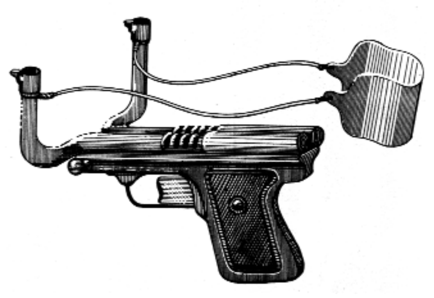
Solidarité avec tous les compagnons emprisonnés dans tous les Etats pour leur soif de liberté et leur joie.

Solidarité avec chaque prisonnier qui, sans avoir recours à la rhétorique, a frappé le système en suivant son propre instinct et a craché sur les lois qui emprisonnaient ses désirs.

Leurs prisons ne m'enlèveront pas la liberté de jouir.

Un compagnon libre en isolement à Regina Coeli

[Traduit d'anarcotico.net du 2 août 2004]



Communiqué de David Santini

Chers compagnon/nes,

Tout d'abord, un bref résumé des événements qui ont mené à mon arrestation et à celle des autres compagnons anarchistes. Nous sommes accusés, avec je ne sais combien d'autres compagnons, de faire partie d'une fantomatique association subversive. Après plus de vingt jours de prison à présent, j'ai décidé d'écrire ce que j'en pense. L'accusation spécifique à mon encontre est d'avoir placé avec un autre compagnon, lui aussi incarcéré, un engin explosif devant le tribunal de Viterbo.

Les accusations sembleraient prouvées par des écoutes "d'ambiance" [micros placés dans les maisons]. En réalité, ceux qui ont eu l'occasion de lire le décret de mise en détention préventive n'ont pu se retenir de sourire à la vue des blagues, des mystifications et des mensonges qu'il contient. Mise à part l'évidente bêtise dont font preuve les accusateurs, notamment le fait que je sois doté du don d'ubiquité [Tittarello se serait trouvé en deux endroits au même moment], je revendique ma solidarité avec tous ceux qui luttent le cœur empli du désir d'une société vraiment libre.

J'annonce avec ce texte que j'ai interrompu la grève de la faim après seize jours, parce que les analyses de sang mettaient en évidence la possibilité d'un éventuel blocage rénal qui aurait eu pour conséquence de me faire rester sous dialyse jusqu'à la fin de mes jours. Pour en revenir aux conjectures à notre propos, j'accuse la Digos de Rome et Viterbo d'acharnement manifeste à notre encontre. Je dénonce l'incompétence et les sales manigances de la Digos de Viterbo contre moi, qui va jusqu'à inventer des bribes d'écoutes d' "ambiance" qui n'ont jamais eu lieu. J'accuse les responsables de cette énième conjuration contre le mouvement anarchiste de vantardise, pour vouloir à tout prix faire entrer des individus libres dans le cadre d'une association subversive inexistante.

D'autre part, comme on le sait depuis plus de sept ans (1), et après les innombrables perquisitions qui n'ont rien donné, après avoir retrouvé tant de fois des micros à l'intérieur des maisons et des voitures, après des heures d'écoutes et de filatures contre les compagnons de Viterbo qui n'ont jamais donné lieu à aucune accusation, ces génies de l'investigation ont dû faire appel à leur fantaisie. Ils ne pouvaient pas continuer ainsi à faire figure d'incapables. Vu que la technologie n'avait servi à rien, l'esprit de ces Sherlock Holmes à deux sous s'est mis au travail. Ils ont alors jeté les bases de cette énième association subversive inexistante. Non contents de cela, des bouts d'écoutes ont été falsifiés pour finalement leur permettre d'arrêter quelques anarchistes qui perturbaient depuis trop longtemps leurs tristes vies.

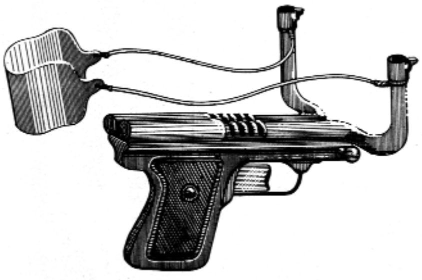
Pour ma part, je reste indifférent à leurs accusations. Je continuerai de lutter avec mes compagnons au côté des exploités, au côté de ceux qui meurent au travail pour remplir les poches de quelques exploiteurs, au côté de ceux qui revendiquent le droit à une maison, au côté de ceux qui, obligés de fuir leur pays d'origine, doivent ensuite se confronter à la cruelle réalité de la répression et du racisme. Je continuerai de lutter au côté de ceux qui, revendiquant un monde libéré de ces atrocités, sont réprimés et incarcérés. Je ne ferai pas comme plus d'un me l'a conseillé ces derniers jours, trouvant ma lutte juste mais inutile parce que le pouvoir que j'affronte est tellement fort que je serai écrasé. Alors quoi, je devrais être lâche et me mettre en retrait avec ma bonne conscience d'une lutte juste, et laissant d'autres lutter à ma place ? Je trouve cela d'une lâcheté déprimante. Conscient de cela, j'en profite pour saluer et embrasser toutes les personnes qui ont le même désir au cœur.

LE FUTUR EST A NOUS

Tittarello,
prisonnier dans la prison
des Vallette (Turin)

[Traduit d'anarcotico.net du 27 août 2004]

(1) Référence à l'enquête Marini initiée en 1996 pour association subversive qui s'est conclue par l'acquittement de 44 anarchistes en avril 2004, et une dizaine de condamnations pour des délits spécifiques.



Sergio M. Stefani interrompt sa grève de la faim

Prison de Regina Coeli (Rome), le 29 août 2004

J'ai interrompu mon jeûne après 32 jours, face à la détérioration de mon état physique et à la demande de pratiquement tous mes compagnons et amis.

Je veux souligner que la fin de la grève de la faim ne signifie pas que ma volonté de lutter s'amenuise ni que j'accepte passivement cette détention absurde.

Je n'ai jamais apprécié la soi-disante justice, mais cette fois je ne réussis pas à comprendre quelles sont nos "fautes".

Il semblerait que pour ceux qui nous retiennent prisonniers ici, nos crimes soient de mépriser toute forme d'abus ou de domination, ou la chance d'avoir ainsi tant de compagnons et de compagnonnes prêtEs à offrir leur solidarité ; mais plus probablement, on me reproche le seul fait d'être anarchiste et de croire qu'il n'est pas seulement légitime mais aussi nécessaire de combattre par tous les moyens ce système qui nous opprime.

S'il y a quelque chose qui ne leur plaît pas dans tout cela, alors je peux seulement dire qu'en aucun cas je n'ai de remords.

A mes coinculpés, je veux seulement rappeler que leurs barreaux ne peuvent contenir nos esprits, et que lorsqu'ils se trouvent en butte à la stupidité de nos matons, qu'ils pensent donc aux cages qui oppriment les cerveaux et les cœurs de ces derniers. Rions jusqu'à leur en faire péter les tympans.

Un compagnon libre
à l'isolement

[Traduit d'anarcotico.net du 31 août 2004]

Ni amnistie ni pardon, seulement la révolte

J'ai été arrêté le 27 juillet 2004 au cours d'une opération coordonnée entre toutes les espèces de porcs existantes : ROS, DIGOS, Carabiniers, Police nationale et, pour finir, même avec ces vautours de journalistes prêts à enregistrer les images de l'intervention.

Après avoir fait irruption dans ma maison et celle de ma compagne vers quatre heures du matin, ne trouvant personne, ils ont entrepris de militariser toute la ville. Pour ne pas perdre de temps, les agences de presse annonçaient déjà qu'un anarchiste avait échappé à l'arrestation. Vers onze heures et demi, j'étais sous le coup d'un contrôle des carabiniers de Torre del Greco prétextant devoir me notifier un acte administratif. C'est une fois monté dans leur voiture qu'ils m'ont menotté et conduit à la caserne. Deux heures après et suite à diverses pressions, ils me notifient l'ordonnance de mise en détention provisoire émise par le parquet de Rome, en tant qu'inculpé sur la base des articles 270 et 270bis [association subversive simple et à but terroriste]. Ils m'accusent en particulier d'avoir fabriqué et envoyé des colis piégés à une caserne de Rome où un adjudant des carabiniers a perdu deux doigts, et à la préfecture de police de Viterbo, mais l'engin était désactivé. Comme preuve de mon implication dans les faits, ils se réfèrent à une lettre qui contenait un dessin représentant une main avec deux doigts en moins et une signature. D'après le procureur, ceci constituerait la preuve de ma paternité dans la fabrication et l'envoi du colis piégé à la caserne de Rome.

J'ai proclamé mon innocence pour les faits qui m'étaient reprochés tout en exprimant ma solidarité avec ceux qui luttent pour la liberté contre cet Etat.

Quelques jours après avoir été transféré à la prison de Poggioreale à Naples, j'ai subi le 29 juillet l'interrogatoire du magistrat, auquel j'ai refusé de répondre. Le 30, ils me notifient l'acte de censure de tout mon courrier (aussi bien entrant que sortant) et me conduisent à la section " Venezia ", l'ex-41bis (1), qui est devenue la section EIV (2), réservée aux personnes socialement dangereuses. Le but de la censure est de m'isoler et surtout de prendre d'autres " empreintes fantasmatiques " de nos écritures pour leur " enquêtes fantomatiques " en cours. De toute façon, je sais que la passion des compagnons ne laisserait moisir personne en taule. Cet énième montage judiciaire continue ensuite grâce aux juges du tribunal de réexamen qui non seulement ont rejeté le 6 août 2004 la demande de remise en liberté, mais continuent inexplicablement à ne pas rendre publiques les motivations du rejet. De ce fait, je ne peux présenter aucun autre recours ; en somme, les juges sont

en train de temporiser dans l'espoir de réussir à trouver quelque autre preuve inexistante.

La situation est insoutenable dans la section où je me trouve : conditions d'hygiène inexistantes et douches deux fois par semaine. Tombant sous le coup de délits associatifs, je devrais avoir la possibilité de quatre heures de parloir et deux coups de téléphone mensuels, mais ils m'ont été jusqu'à présent refusés. Des quatre heures de promenade auxquelles j'ai droit, on ne m'en accorde en fait que deux que je dois effectuer seul ; quant à l'heure de " récréation " (dans une petite salle avec les autres détenus), elles m'est refusée. Et si jamais le docteur me prescrit un soin, si jamais j'arrive à le voir, il me faudra attendre trente-six heures avant de pouvoir concrètement l'avoir en main.

On se trouve tous dans des cellules isolées avec interdiction de parler entre nous, et rien ne rentre de l'extérieur. Pour recevoir des livres par exemple, qui de toute façon doivent passer par la censure, il faut les envoyer en recommandé, et malgré qu'ils m'aient reconnu la possibilité d'accéder à la bibliothèque, ils m'en privent de fait en arguant d'excuses ridicules comme le manque de personnel adapté.

Les matons nous appliquent les restrictions caractéristiques du régime 41bis : ils nous font sortir miroir et lames de rasoir de la cellule le soir, et si je ne m'en plaignais pas, ils me retireraient également le réchaud. De plus, je subis des perquisitions de cellule et des fouilles au corps quotidiennes, comme en 41bis (qui est un régime punitif). Il est évident que mes conditions de détention et celles de mes compagnons constituent un isolement absolu qui va bien au-delà de ce qui serait normalement prévu. Ils ont refusé à plusieurs reprises en inventant des prétextes absurdes des parloirs à ma concubine, bien que ceux-ci soient autorisés.

Tout cela a pour objectif d'exercer une pression psychologique puis physique (comme vous le savez déjà) sur moi, en vue de supprimer l'esprit rebelle qui m'anime. Ce faisant, ils ne font en revanche qu'alimenter ma volonté de lutter. Face à leur arrogance, je ne veux montrer aucun fléchissement, et surtout aucune de ces réactions qu'ils espèrent afin de donner libre cours à leurs "fureurs punitives". Toutes ces pressions sont parfois fatales aux autres détenus qu'elles poussent à des gestes extrêmes, mais ces assassinats d'Etat ne sont pas décrits comme tels. Va te faire foutre, presse bourgeoise qui ne soulève ces problèmes que lorsque c'est un homme politique (comme le maire de Roccaraso) qui est assassiné dans une prison d'Etat ou lorsque les manifestations des prisonniers sont instrumentalisées par les institutions. Et à l'inverse, les milliers de crimes que les Etats commettent quotidiennement dans leurs prisons en Italie, en Espagne contre les détenus en régime FIES (prison dans la prison) ou dans les prisons turques, ne sortent jamais tout simplement parce que les Etats doivent apparaître comme "bons".

Si nous voulons recouvrer la liberté que l'on nous nie, n'attendons pas l'amnistie ni l'*indulto* [pardon], ne cherchons pas l'appui des politiciens, n'acceptons pas de compromis, mais rebellons-nous de manière autonome contre la prison et ses matons pour que de leurs taules, il ne reste même pas une seule pierre. Je tiens à rassurer les compagnons sur mon état d'esprit : le moral est haut et fier, les pensées toujours hardies.

Un salut à tous les compagnons libres et à ceux que l'Etat séquestre.

Un détenu furibard et Hardi (3) de Poggioreale

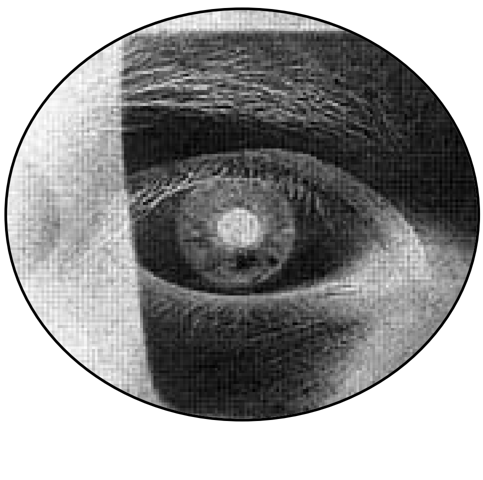
Ndt :

(1) Article qui prévoit l'isolement total à l'intérieur des sections d'isolement. Au départ réservé aux mafieux, il s'applique désormais plus largement.

(2) Indice de Surveillance Elevé, équivalent des DPS en France.

(3) Les Hardis étaient un corps spécial de l'armée italienne dont le rôle consistait à attaquer derrière les lignes ennemies sous le signe de " la mort belle et vindicative ". En 1918, à travers leurs associations d'anciens combattants, une partie s'oriente vers un nationalisme revanchard qui rejoindra Mussolini à Milan et l'autre (plus proche des socialistes, anarchistes et syndicalistes révolutionnaires) transformera sa rage et son dégoût contre la guerre en colère révolutionnaire et anticapitaliste, dans la région de Rome principalement. De là naîtront les premières formations antifascistes sous le nom de " Hardis du peuple " qui, à Parme ou Rome, chasseront les fascistes de la ville en utilisant leur savoir militaire dans les combats de rue. En 1921, les *Hardis du peuple* sont dissous sous le coup des magouilles politiciennes et de l'accord des dirigeants socialistes avec le parti fasciste.

[Traduit d'anarcotico.net du 18 septembre 2004]



Le quotidien dans les souterrains des lagers de l'Etat

Chers compagnons et compagnes,

Je vous écris pour vous dire que j'ai vécu la semaine dernière une des expériences les plus dégueulasses de ma vie. Comme vous le savez déjà, je viens de passer une semaine au mitard suite à la " condamnation " prononcée pour raison disciplinaire par monsieur le directeur.

Outre le fait qu'il abuse à mon propos, ce à quoi je m'étais préparé, ce monsieur est responsable de tout ce qui se passe quotidiennement dans le lager de Poggioreale. Alors que pour préserver sa respectabilité face aux principales autorités de l'Etat et à une opinion publique il affirme qu'on peut contenir la rage des mille autres détenus (cette structure ne peut en contenir 1000) avec des méthodes pacifiques, il n'a aucun scrupule et ordonne à ses agents de terroriser de différentes façons les prisonniers qui sont enfermés dans les cellules du rez-de-chaussée de la section Genova. Rien n'y est en effet laissé au hasard et le fait d'y entrer provoque déjà un fort impact psychologique, si bien que personne ne réagit aux coups. En effet, on finit en général par arriver ici après avoir déjà subi de nombreuses violences physiques (heureusement ce ne fut pas mon cas).

Outre le fait que la violence devienne psychologique contre tous et physique contre quelques uns, il y a aussi des cellules pour ceux qui souffrent de problèmes psychiatriques dans lesquelles le lit est fixé au sol et les toilettes sont à la turque avec un robinet au-dessus, alors que pour les autres les cellules sont meublées d'un lit, une table, un tabouret, le WC et le lavabo. La torture psychologique est pratiquée sur tous parce qu'on est enfermé ici dans des cellules infectes, froides et humides, sans interrupteurs ou prises de courant, la lumière étant régulée de l'extérieur par les vermines en uniforme et restant allumée la nuit (la jaune, celle dite d'urgence). Il n'y a ni télé, radio ou journal, pas de promenade ni de possibilité de cuisiner, et même fumer est soumis à leur vile cruauté.

Tout cela est permis et garanti par le " pouvoir démocratique " qui, en plus de commettre le crime de condamner à la prison n'importe quel individu, permet à ses serfs de déverser [sur nous] une rage qui dérive de leur conscience de n'être volontairement que des marionnettes sans cœur et sans dignité. Que les prisonniers soient des politiques, des mafieux ou des drogués ne change rien : l'important est de torturer sans savoir pourquoi et surtout sans un minimum de pitié. J'ai vu, ou plutôt j'ai entendu, que lorsque ces charognes agissent elles ne le font pas au grand jour, mais plutôt de manière à ce que personne ne les attende. Mais j'ai des oreilles, et aussi un cœur, charognes... J'ai assisté à de vrais massacres de leur part contre des individus sans défense : seaux d'eau, injures, le tout destiné à inciter les individus à se pendre. Par chance, j'en étais conscient, et même si ça fait mal d'assister à tout cela, j'ai cherché à ne pas subir en plus leur violence psychologique qui pouvait se répercuter sur moi.

Compagnons et compagnes, j'espère que tout cela nous fasse réfléchir et réagir contre les infamies qui sont infligées jour après jour dans la section d'isolement " Genova " et dans toutes les prisons. Je continuerai toujours à lutter avec dignité, même si le danger pour ma sécurité est grand, mais ce n'est pas moi qui ignorerai un individu en difficulté, d'autant plus que votre soutien m'est intense et grand, comme à tous les prisonniers. Je ne dénoncerai jamais tout ceci à leur justice, mais je le condamne au moins aux yeux de la nôtre qui ne laissera rien passer.

Solidarité avec tous les détenus qui luttent avec dignité contre les violences permises par le pouvoir. Une accolade chaleureuse, toujours et partout la tête haute.

Marco

[Traduit d'anarcotico.net du 20 octobre 2004]

<u>Lexique</u>

Alleanza Nazionale (AN) : parti néo-fasciste de la coalition gouvernementale.

Digos : service de renseignement et d'investigation de la police.

Forza Italia : parti de Silvio Berlusconi, actuel premier ministre.

GIP : juge d'instruction

Ros : service de renseignement et d'investigation des carabiniers. Littéralement, *Regroupement des Opérations Spéciales*.

Tribunal de réexamen : ce tribunal est chargé de vérifier la validité de l'interpellation et décide aussi des mesures de contrôle à prendre (incarcération préventive, assignation à résidence, obligation de pointage).

Une lettre de David Santini

La lettre suivante de David, envoyée le 26 octobre, n'est parvenue que le 5 novembre 2004 à quelques compagnons qui résident autour de Turin.

26 octobre 2004, Le Vallette

A tou/tes les compagnon/nes du mouvement anarchiste et anti-autoritaire, aux hommes et aux femmes de cœur,

Je m'appelle David Santini, je suis un individu anarchiste séquestré dans le lager Le Vallette, où la censure, l'isolement et les perquisitions continuent inexorablement. Je suis accusé de faire partie d'une association subversive qui a opéré sous divers sigles à l'enseigne de la dénommée *Federazione Anarchica Informale* [Fédération Anarchiste Informelle]. Je revendique mon identité d'anarchiste, mais je conteste et repousse de telles accusations.

Je ne fais et n'ai jamais fait partie d'aucune association, mais j'exprime ma pleine solidarité avec ceux qui " dénoncent " les injustices énormes dont notre société est malheureusement victime. Je conteste en les retournant à l'envoyeur les accusations qui se rapportent à ce fantomatique double niveau, confessant là l'unique double niveau dont j'ai connaissance : celui de la magistrature qui enquête sur mon/notre compte. Le premier niveau, évident et apparemment légal, est celui adopté par les magistrats enquêteurs qui avalent les thèses qui motivent notre incarcération, et l'autre, occulte, pratiquement illégal, infâme et sordide puis-je ajouter, est celui qui se dédie en pratique à la falsification de preuves et à la mystification d'une lutte et d'une pensée, lancé par la police judiciaire (cf. la Digos et les Ros de Viterbo et Rome).

Ces mystifications et actions infâmes font partie intégrante de notre dictature démocratique qui trouve dans la prison le lieu elle peut donner libre cours à sa vraie nature persécutrice. C'est ici à Le Vallette, comme dans n'importe quelle prison, que des milliers de détenus sont enfermés, à la merci de leurs gardiens. C'est dans ce lieu que j'ai été le 11 octobre le protagoniste involontaire d'un épisode que je vais vous raconter.

Je vais, accompagné du garde qui " prend soin " de ma censure, retirer un paquet à mon casier. En entrant, je sens une pointe dans l'abdomen puis, à peine ai-je le temps de réaliser, que c'est justement celui qui devait me confier le paquet qui m'a appuyé un couteau sur le ventre. Arrivés là et sans vouloir jeter trop d'huile sur le feu, je lui conseille seulement de ne plus se permette de faire une chose pareille. Il me répond qu'il est étonné que le couteau n'ait pas pénétré. J'attendais aussi une réaction des deux autres, qui semblent ne s'apercevoir de rien. De retour en cellule, la rage continue de monter, et alors que je me rends en promenade, je croise à nouveau l'assistant qui m'avait accompagné au courrier, avec lequel je discute brutalement. Sa version est qu'il ne s'est rendu compte de rien.

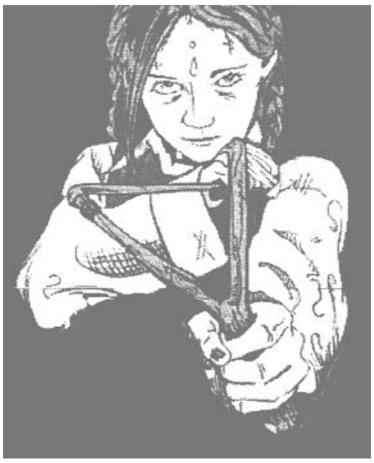
Le lendemain, on me notifie l'avis de rétention d'une lettre dans laquelle je raconte l'épisode. Je réponds que je refuse de signer une telle notification, affirmant que cette rétention est une sale manœuvre pour ne pas faire connaître ce qui s'est passé. Et je m'en vais. Le lendemain, je suis appelé pour un entretien avec le directeur en personne qui, bardé du code pénal, clame la légalité de la séquestration de la lettre et prétend qu'il ne s'acharne pas contre moi. En même temps, il m'informe avoir fait suivre une plainte au parquet de Turin, rapport au fait en question. Je lui réponds que je ne crois pas à leur justice et que je n'ai dénoncé personne. C'est tout.

Cet épisode n'est qu'un de ceux qui arrivent dans ces lieux infâmes. Pour ma part, aucun pas en arrière, sinon un encouragement supplémentaire pour désirer une société libre, libérée des barreaux et des verrous.

Un salut rebelle !

Tittarello

[Traduit d’anarcotico.net du 6 novembre 2004]



Une lettre de Sergio sur la perquisition

J'ai subi une perquisition effectuée par la Digos sur mandat du procureur Savatore Vitello le vendredi 12 novembre ; ce mandat concernait aussi les trois autres inculpés. L'objectif déclaré de la perquisition était la recherche de "traces documentées" qui nous relieraient à la FAI, et en particulier d'une quelconque preuve par rapport à notre pré-connaissance des actions de Milan et à l'envoi de menaces aux directions des structures carcérales qui nous tiennent séquestrés.

Ayant lu ce qu'ils ont écrit pour motiver cette manœuvre, je ne peux que constater quelques faits qui me semblent souvent se répéter dans cette chasse aux sorcières :

– L'incapacité de comprendre que les compagnon/nes n'ont besoin d'aucune direction qui leur dise qui est responsable de la misère de nos vies. Certaines personnes sont probablement tellement habituées à obéir qu'elles ne réussissent pas à concevoir l'initiative individuelle, c'est dire si elles ne sont pas en mesure de comprendre que celui qui vit en liberté et s'est réconcilié avec sa part sauvage soit infailliblement guidé par ses instincts et ses désirs contre l'ennemi.

– A propos des sons étranges d'inconnus qui nous appellent compagnons et désirent notre libération : mes compagnons et compagnonnes sont toutes les personnes que le cœur pousse à lutter, qui aiment profondément la vie et haïssent d'autant ceux qui cherchent à la domestiquer par les lois, la morale et les faux besoins. Il n'existe aucune organisation anarchiste, seulement un désir commun de se réapproprier notre existence. Celui que je ne connais pas mais croit qu'il est légitime de lutter selon ses propres désirs et de jouir de cette lutte est aussi mon/ma proche, mon/ma compagnon/ne, mon frère/ma sœur.

– La solidarité active ne leur plaît pas du tout ; l'acharnement suite à des actions de faible envergure ne peut être justifié que par leur motivation particulière. Ils craignent évidemment que cette pratique ne se diffuse, signe qu'il s'agit d'un instrument qui les touche... A vous d'en tirer les conclusions.

Je devrais peut-être souligner qu'évidemment, je n'étais en possession d'aucun élément intéressant, ils ont fait chou blanc.

En tout cas, je voudrais remercier ceux qui ont interrompu mon ennuyeuse routine carcérale : les inspecteurs Corfese Fulvia, Giuliani Carlo, Iacopino Francesco et Doldo Bruno de la Digos de Reggio Calabria, Spano Antonio de la police pénitentiaire en service ici à Palmi pour sa présence et sa participation, et bien sûr mon exquis patron, le directeur de la cage de Palmi, Bologna Oreste.

Je vous laisse, le sourire aux lèvres, la vie en moi n'est pas encore domptée. J'espère que m'arrive le son de vos rigolades et le fracas du chaos de vos désirs.

Une accolade à tous/toutes les compagnon/nes

Un compagnon libre

[Traduit d'anarcotico.net du 22 novembre 2004]

Une lettre de Sergio Maria Stefani

Je suis en prison depuis quelques mois déjà, et il se peut que j'y reste pour très longtemps. Je dois admettre que cette expérience est en train d'être moins dévastatrice que ce à quoi je m'attendais. Disant ceci, je ne veux pas manquer de respect à toutes les personnes qui souffrent profondément en purgeant leur peine, ni feindre ignorer la violence de la prison qui dès l'entrée, par la fouille au corps viole ta dignité de femme/d'homme, et ensuite avec toutes les brimades permanentes, les provocations ou les véritables tortures des matons, vise à t'anéantir en tant qu'individu et à t'extirper toute forme de liberté et d'intimité.

Celui qui réussit à voir les barreaux et les chaînes qui nous emprisonnent hors de la prison n'en souffre pas moins, mais sera peut-être moins traumatisé par ce qui est la manifestation la plus concrète et la plus brutale de la domination : la réalité carcérale. Par ailleurs, celui qui est tombé, au nom de sa lutte pour la liberté, victime de la vendetta de l'Etat peut au moins se consoler d'être un évadé d'une autre prison, celle de l'obéissance et de la résignation.

Il est évidemment difficile d'être privé de la proximité et du contact des compagnonnes et compagnons ; il est insupportable de voir ses poignets enserrés dans des menottes ; l'inactivité forcée est

odieuse et les rêves de nombreux détenus sont probablement agités par le bruit d'un portail qui se ferme, mais je ne peux que me sentir chanceux par rapport à ceux qui ne peuvent concevoir de rapport humain hors du dualisme exploité-exploiteur ; ceux dont la journée est divisée en heures, minutes, secondes et ont au poignet une montre dont le tic-tac est bien trop identique au tintamarre des chaînes ; à ceux dont les horizons sont étroits et bouchés par le béton des usines et des immeubles, le même béton que celui d'un mur d'enceinte ; ou à ceux qui sont désormais tellement ahuris par la cacophonie produite par les machines et ces chers appareils électro-domestiques, par les publicités de la radio et de la télévision et par la sonnerie du téléphone portable, en somme par le " bien-être " technologique, qu'ils ne réussissent plus à entendre la voix de notre Mère la Terre qui nous invite à se réapproprier notre existence, à redécouvrir la joie de la communion avec la vie et l'exaltation d'être encore vivant et de pouvoir agir.

Divers/es compagnon/nes me demandent des textes et, certes, je ne pourrais qu'être enthousiasmé par la possibilité d'apporter une contribution malgré la galère à laquelle je suis soumis, mais la réalité est que les choses à dire sont toujours les mêmes ; la prison ne m'a apporté aucune illumination particulière, seulement une plus forte conviction qu'elles sont justes et qu'il est légitime d'utiliser tous les moyens pour abattre un système qui non seulement produit, mais tente aussi de légitimer la prison et toutes les autres nombreuses cages.

Si je peux tirer une leçon de cette expérience, c'est la certitude qu'elle en vaut la peine : qu'il est préférable de risquer sa vie et sa liberté (n'oublions pas que nous vivons soumis à une technocratie capitalistico-industrielle qui n'accepte pas de contestation hors de la pseudo-opposition réformiste prompte au compromis), plutôt que de vivre une existence dans la grisaille suffocante des villes et des consciences endormies.

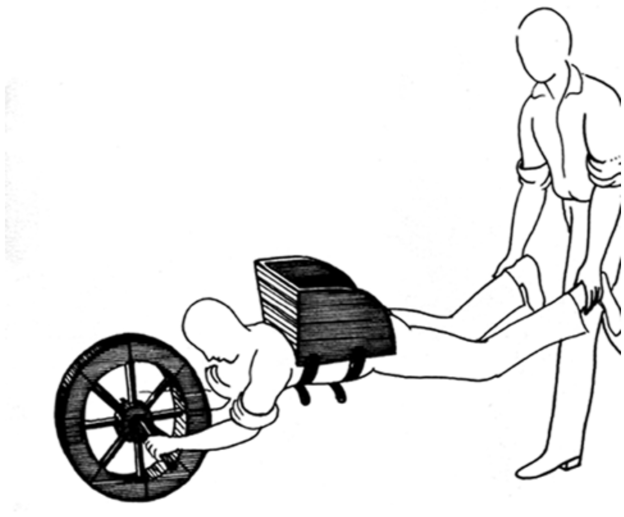
Je ne me lamenterai jamais de ne pas avoir atteint le but de ma lutte, parce que le seul fait de décider d'agir en mon nom pour détruire ceux qui veulent réduire l'homme, les animaux et notre Mère la Terre à de simples ressources et marchandises a déjà été une libération.

Mon chemin en tant qu'anarchiste vert et en tant qu'entité profondément amoureuse de la vie dans toutes ses manifestations m'a peut être mené entre les murs d'une prison, mais même à pressentir combien se révélera grand cet obstacle, je ne peux oublier toutes les personnes merveilleuses que ce chemin m'a permis de rencontrer, ni la joie profonde qu'elles m'ont offert.

Il me reste la sensation d'être plus libre que ces pâles figures qui tiennent en main les clefs de ma cage et l'espérance que tou/tes les compagnon/nes que ma situation met en colère fassent fructifier ce qu'ils éprouvent en transformant la rage en une arme contre le système qui m'emprisonne, et continuent les luttes dont je me suis toujours senti proche.

Novembre 2004
Un compagnon libre

(Traduit d'anarcotico.net du 24 novembre 2004)



Annexe :
la Fédération anarchiste informelle

La *Federazione Anarchica Informale* (Fédération anarchiste informelle), qui est visée en filigrane derrière l'opération "Cervantes" menée le 27 juillet 2004 et qui a conduit à 34 mises sous enquête, s'est constituée en décembre 2003.

Sa première apparition publique (1) fut l'envoi de colis piégés à diverses instances européennes (Europol, Eurojust, la BCE, le commissaire européen Romano Prodi et quelques députés) jusque début 2004. Elle fédère différents groupes/individus qui s'étaient déjà signalés auparavant par des actions explosives : la *Cooperativa Artigiana Fuoco e Affini (occasionalmente spettacolare)*, la *Brigata 20 luglio*, les *Cellule contro il Capitale, il Carcere, i suoi Carcerieri et le sue Celle*, *Solidarietà internazionale* ainsi que les *Cellule metropolitane* et les *Cellule armate per la solidarietà internazionale* apparues par la suite. Ses initiales sont identiques à celles de la Fédération anarchiste italienne, qui a toujours pris plus que des distances avec toute forme d'action directe.

Voici une liste de quelques unes de ces actions :

30 octobre/8 novembre 2004 : explosions devant les agences d'interim *Manpower* et *Adecco* à Milan, revendiquées par la Fai/Cellule metropolitane.

8 novembre 2004 : deux engins explosent devant la prison San Vittore à Milan (dont l'un dans un camion qui avait ramassé la poubelle), revendiqués par Fai/Solidarietà Internazionale dans un texte reçu par le mouvement, qui précise "*avec cette attaque nous voulons adhérer à la campagne de lutte contre les prisons et les matons lancée par les Cellule armate per la solidarietà internazionale/Fai et répondre à l'appel à la solidarité avec les compagnons anarchistes emprisonnés en Italie et en Allemagne*" en évoquant aussi la Suisse et l'Espagne.

1er avril 2004 : deux colis piégés (cassettes-vidéos) envoyés à la direction de l'administration pénitentiaire (DAP) sont désamorcés à la poste, revendiqué en décembre par Fai/Cellule armate per la solidarietà internazionale en solidarité avec les prisonniers en lutte et « *les anarchistes frappés en Italie, Espagne, Allemagne et partout dans le monde* ».

21 décembre 2003 : deux engins explosent devant le domicile de Romano Prodi près de Bologne, revendiqués par la Fai/Cooperativa artigiana fuoco e affini (occasionalmente spettacolare).

17 juin 2003 : un engin explose devant l'Institut Cervantes à Rome, endommageant son portail, revendiqué par les Cellule contro il Capitale il Carcere i suoi Carcerieri e le loro Celle, en solidarité avec la lutte des prisonniers contre les FIES espagnols.

Décembre 2002 : un colis piégé arrive à la rédaction du quotidien *El Pais* à Barcelone le 12, un autre au siège romain de la compagnie aérienne *Iberia* le 13, un troisième adressé à *Iberia* est désamorcé à l'aéroport de Milan-Malpensa le 14, un quatrième adressé à *Iberia* est désamorcé à la poste de l'aéroport Rome-Fiumicino et un cinquième explose au siège de la *Rai*, ne faisant d'autre dégât que de la fumée le 16, revendiqués par les Cellule contro il Capitale il Carcere i suoi Carcerieri e le loro Celle.

9 décembre 2002 : deux engins explosent la nuit dans le parc Coco, fermé, de la préfecture de police à Gênes, revendiqués par la Brigate 20 luglio (2).

Juillet 2001 : un porte-monnaie laissé devant la caserne San Fruttuoso de Gênes explose dans les mains d'un carabinier le 17, un colis piégé adressé à Gilberto Benetton explose au QG de cette boîte à Ponzano Veneto le 18, une cassette vidéo piégée destinée à Emilio Fede de la télé TG4 explose dans les mains de sa secrétaire près de Milan le 18, un engin placé sur un vélo à côté de la préfecture de Bologne est désamorcé le 18, un colis identique à ceux arrivés à Benetton et Fede –sauf qu'il ne contient que de la merde de chiens– arrive au centre social Leoncavallo (repaire des Tute Bianche) à Milan le 22, un colis piégé adressé au préfet de Gênes est désamorcé le 24. Toutes ces actions, plus un colis piégé envoyé au syndicat de matons CATAC à Barcelone, sont revendiquées par la Cooperativa Artigiana Fuoco et Affini (occasionalmente spettacolare) (3).

19 décembre 2000 : une bombe (un kilo de dynamite) placée dans une sacoche est désamorcé au Duomo de Milan, revendiquée par Solidarietà internazionale en solidarité avec les prisonniers en lutte, dont ceux du FIES en Espagne.

Juin 2000 : deux cocktails molotovs reliés à un réveil sont désamorcés dans la basilique Sant'Ambrogio le lendemain d'une messe pour les matons le 28, tandis que deux engins explosifs sont désamorcés devant le tribunal de Valence (Espagne) le 7, actions revendiquées par Solidarietà Internazionale en solidarité avec les prisonniers en lutte, dont ceux du FIES.

25 avril 2000 : un colis piégé (livre) intercepté et désamorcé est reçu par J.M. Zuloaga, vice-directeur du journal *La Razon* à Madrid, revendiqué par Los Anarquistas-Solidarietà Internazionale.

Octobre 1999 : un colis piégé envoyé à la caserne milanaise Musocro est désamorcé le 26, tandis qu'un engin posé dans un vase devant l'office de tourisme grec à Milan n'explose pas (la mèche a pris la pluie) le 27, revendiqués en solidarité avec l'anarchiste grec Nikos Matzotis et tous les prisonniers par Solidarietà Internazionale. Ce groupe revendiquera plus tard également deux colis piégés envoyés ce mois à Madrid à l'Ambassade et à la Chambre du commerce grecs ainsi qu'un engin posé devant la City Bank à Barcelone.

(1) On peut trouver sa *Lettre ouverte au mouvement anarchiste et antiautoritaire* en italien dans le bulletin #7 de la CNA, juin 2004, pp.49-51 ou *Terra selvaggia* #14, janvier 2004, p.5. Et une traduction française sur le site de l'Agence de presse associative (http://apa.online.free.fr).
(2) On peut trouver le texte de revendication en italien dans *Terra selvaggia* #12, mars 2003, p.4. Et en français dans *Tout le monde dehors !*, mai 2003, pp.20-21
(3) On peut trouver le texte de revendication en italien dans *Terra selvaggia* #9, octobre 2001, p.5

Avis aux passagers

Nous sommes tous *des passagers*. Nous traversons donc cette existence sur terre en sachant n'être que *de passage*. Et notamment parce que nous ne tenons pas en main le volant qui conduit le voyage de notre vie, nous n'en contrôlons ni la vitesse, ni la durée, ni la destination. Nous vivons cette existence, la seule à notre disposition, en nous contentant de regarder dehors par la fenêtre. Comme des passagers, justement. Sachant bien que rien sur terre ne dure éternellement, qu'un jour ou l'autre on arrive au terminus et qu'on descend.

On a appris que le bonheur est un état momentané. Un jour ou l'autre, les rapports humains se détériorent, le réveil matinal nous ramène au devoir quotidien, les déceptions laissent leur lot de blessures douloureuses. Et le bonheur s'évanouit.
On a appris que l'amour est un plaisir éphémère. Un jour ou l'autre, le cœur ne bat plus comme un fou, l'enchantement des regards se rompt, le désir faiblit. Et l'amour se termine.
On a appris que la confiance est un choix réversible. Un jour ou l'autre, les promesses ne sont pas tenues, les programmes ne sont pas respectés, les mensonges remontent à la surface. Et la confiance disparaît.
On a appris que la paix est une valeur incertaine. Un jour ou l'autre, un manifestant italien est abattu dans la rue, un banlieusard espagnol est déchiqueté dans un train, un civil irakien est bombardé dans sa maison. Et la paix s'en va.
On a appris que le travail est une occupation provisoire. Un jour ou l'autre, la technologie se renouvèle, le secteur est saturé, le marché entre en crise. Et il n'y a plus de travail.

Ainsi, on a appris que toute notre vie est transitoire et précaire. Nous ne pouvons choisir ni les images qui défilent derrière la fenêtre, ni qui s'assied autour de nous. Ce qui arrive, arrive ; inutile de protester, en plus il est interdit d'adresser la parole au conducteur. Voilà pourquoi rien de ce qui arrive ne semble nous toucher. Comme les passagers d'un transport public assistent muets et immobiles à une agression, les passagers de la vie restent muets et immobiles face à toute surprise.

Ainsi, nous nous poussons à réaliser ici et maintenant nos désirs, en hâte avant qu'il ne soit trop tard, que la fragilité de la vie ne nous rende aveugles, insensibles, résignés. Ainsi, nous ne sommes pas non plus surpris d'apprendre que la *liberté* est une condition *provisoire*. La liberté aussi, bien sûr. Elle qui a constitué un jour la raison principale pour laquelle vivre, se battre et mourir, revêt aujourd'hui l'apparence d'un privilège indispensable à peu de personnes, et superflu pour beaucoup. Un jour ou l'autre, il peut arriver à chacun d'être accusé de voyager avec de l'essence dans la voiture (c'est arrivé à Sassari, deux arrestations), de recevoir une lettre " suspecte " par la poste (c'est arrivé à Pise, cinq arrestations), de réagir aux rafles de marchands ambulants étrangers (c'est arrivé à Gênes, deux arrestations), de protester contre l'enfermement de personnes coupables d'être nées ailleurs (c'est arrivé à Lecce, une arrestation), d'avoir participé deux ans auparavant à une bagarre avec des fascistes (c'est arrivé à Rovereto, six arrestations). Et la liberté finit là. Ce sont des choses qui arrivent surtout à ceux qui, fatigués d'être des spectateurs de passage, veulent descendre à tout prix de la machine sociale lancée dans sa course réductrice et assassine. En somme, à ceux qui s'obstinent à penser que la liberté est encore une raison essentielle de vivre et de se battre.

A tous les autres, aux passagers tranquilles, nous souhaitons un agréable voyage. Et n'oubliez pas de composter le billet.

Des anarchistes

[Tract qui a circulé à Rovereto vers le 22 juillet 2004]

Au-delà des accusations, au-delà de la barricade

Les faits sont désormais connus de tous.

D'abord, il y a l'arrestation et l'incarcération d'Alessio, Leo, Betta, Gioacchino, Alice. Ensuite Alice sort, Alessio reste en prison, Leo, Betta et Gioacchino sont placés en résidence surveillée. Passent à peine quelques jours et, ponctuelle (aussi parce qu'elle a été préparée préventivement par les plumitifs des journaux locaux), survient l'incarcération de Costantino, transformée deux jours après en mise en résidence surveillée.

Enfin (??), l'arrestation il y a quelques jours, transformée immédiatement en assignation à résidence, de Beppe, Francesco et William.

Contre tous, l'accusation de faire partie des COR, responsables de nombreuses attaques contre des voitures et portails de fascistes de Pise, de sièges syndicaux et de partis politiques.

Avec Di Bugno, magistrat pisan de service en quête de gloire, de notoriété et à la recherche fébrile d'une carrière à bâtir, cette manœuvre répressive ressemble toujours plus à une histoire sans fin où on cherche sur tous les tons, par tous les moyens, y compris les plus sales et merdeux, par des articles de journaux qui contiennent toujours plus de mensonges et de poisons policiers, à transformer des rapports affectifs et sociaux en de louches relations clandestines, à éloigner, contraindre au silence, isoler, à faire prendre des distances et se désolidariser des compagnon/nes frappés par la répression.

Mais face aux flics et aux magistrats, il y a des individus comme nous qui refusent de faire passer leurs affects et leurs tensions à travers le filtre du code pénal, qui ne sont pas disposés à oublier que les compagnons de Silvestre actuellement inculpés, en prison ou assignés à résidence, ont battu le pavé avec nous ces dernières années contre les usines de mort comme l'incinérateur de Pollino, contre la répression, contre les prisons ou dans la campagne solidaire avec Marco Camenisch. Nous ne voulons pas oublier que certains d'entre eux sont inculpés avec nous dans l'opération Black Out [1], que beaucoup d'entre eux ont été arrêtés avec nous lors d'une charge policière le 8 mai dernier à Zürich, au cours de la manifestation internationale de solidarité avec Marco Camenisch.

Il n'est pas dans nos habitudes de défendre les compagnons le code pénal à la main, nous ne connaissons ni coupables ni innocents, seulement des individus qui, chacun à leur manière, de façon responsable, choisissent de lutter contre l'inégalité, l'injustice, l'exploitation de l'homme sur l'homme, la nature et les animaux.

Au-delà des accusations, matière qui ne nous intéresse pas et que nous laissons aux avocats, aux juges et aux flics, il est clair pour tous que le crime que ces compagnons ont certainement commis, et nous sommes certains que nous –tout comme eux, ne nous lasserons jamais de commettre– est celui de la lutte déterminée, radicale et constante qu'ils ont menée dans leur région, à travers Il Silvestre, contre cette société qui se nourrit de désastres écologiques, d'empoisonnements et de pollutions.

Nous, face à cette démocratie, bourreau légal, n'en serons jamais les complices résignés et, pour cette raison également, serons toujours solidaires avec tous les rebelles qui, comme nous, pensent n'avoir d'autre choix que celui de révolter cette existence.

Avec le rebelle Marco Camenisch, avec les compagnons et les compagnonnes de Silvestre à Pise, les compagnons attaqués à Rovereto, en Sardaigne, à Rome, à Lecce, à Gênes, avec tous les rebelles qui, partout dans le monde, dans et hors des prisons, résistent, luttent et combattent de ce côté-ci de la barricade. A eux tous, une accolade très forte, toute notre solidarité, une rage plus forte contre leurs matons, avec le désir subversif et irrépressible de voir le plus tôt possible toutes les prisons, avec la société qui en a besoin, être rasées à la base.

LIBERTE POUR TOUS LES COMPAGNONS ARRETES, LIBERTE POUR TOUS

Individualità ribelli
Alpi in Resistenza

[Traduit d'anarcotico.net du 09 août 2004]

(1) Ndt : Le 24 septembre 2003, une quarantaine de perquisitions ont eu lieu dans toute l'Italie et 13 personnes ont été mises sous enquête pour " association subversive ", suite aux actions de solidarité avec Camenisch depuis août 2002

L'ennemi intérieur

Le climat de guerre envahit toute la vie sociale. La "menace terroriste" remplit les pages des journaux et les écrans de la télévision. Sous la canicule estivale, le gouvernement serre les mailles d'un front intérieur qui n'admet pas d'anicroche. Ainsi, du nord au sud de l'Italie, l'appareil répressif de l'Etat se déchaîne, perquisitionnant et emprisonnant des dizaines de compagnons. Certains –en Sardaigne– sont accusés d'avoir incendié le siège de Forza Italia ; d'autres –à Gênes et Lecce– sont accusés d' "être intervenus" lors d'une des rafles quotidiennes contre les immigrés ou d'avoir appuyé la révolte et la fuite d'un centre de rétention ; d'autres encore –à Rovereto– ont été arrêtés pour avoir réagi à une agression fasciste il y a deux ans. Enfin, chronologiquement, deux enquêtes –l'une entre Rome et Viterbo, l'autre à Pise et alentours– ont envoyé en prison ou en résidence surveillée plusieurs compagnons pour association subversive à but terroriste. Certains d'entre eux, en prison, mènent actuellement une grève de la faim qui leur a déjà fait perdre environ 10 kg.

L'Etat, depuis toujours, réprime sans atermoiements ceux qui sont ses ennemis déclarés, ce n'est certainement pas une nouveauté dont on peut être surpris ou scandalisé. Aujourd'hui cependant, l'acharnement policier, accompagné d'un bombardement médiatique à la limite de la paranoïa, témoigne d'une situation sociale toujours plus explosive où pèse la menace du mécontentement et du désespoir. Situation à laquelle l'Etat répond préventivement en attaquant tous ceux qui ne sont pas conformes. Les "attentions" de la police, en fait, ne concernent plus exclusivement les "subversifs de service" mais quiconque en vient, même accidentellement, à heurter les impératifs de la marchandise. Des matraquages des ouvriers en grève aux réquisitions des conducteurs de bus, des internements et déportations des immigrés aux plaintes contre ceux qui luttent pour défendre leur santé contre les poisons industriels, des expulsions de maisons et de camps de nomades au contrôle technologique et militaire des quartiers, villages, stades et villes, tout prend, de façon toujours moins rhétorique, l'allure de front intérieur d'un pays en guerre.

Une organisation sociale qui ne sait produire que des catastrophes, des épidémies, des guerres, la peur, la précarité et le désespoir, sait aussi qu'elle doit se défendre contre la rage en retour. Quand on veut serrer la vis, on trouve des lois, on les invente ou on les ignore, comme l'a candidement déclaré le ministre de l'intérieur Pisanu au sujet de la répression contre les anarchistes. Lorsque les conditions pour encadrer les pratiques de révoltes qui échappent aux canons du code pénal font défaut, cela n'empêche pas de donner des années de prison, en bonne concorde avec les belles âmes démocrates et garantistes. Epouvanter, isoler et pratiquer la terre brûlée autour de ceux qui ne se soumettent pas, peut-être afin de convaincre certains de "se repentir", est devenue la manière de s'opposer à une rébellion, en acte ou potentielle, qui risque de devenir contagieuse.

Le moment est alors venu pour tous les ennemis intérieurs de prendre conscience d'eux-mêmes, de cultiver la colère que génère ce quotidien toujours plus invivable, pour la déverser contre la domination. Rompre l'isolement entre les luttes, dépasser les séparations, faire de la solidarité une arme, promouvoir l'autonomie et l'action directe. L'unique défense possible face à la répression est celle-là, une défense qui est déjà une réponse, une réponse qui est déjà une attaque. Qui sème la misère récolte la colère.

Quelques ennemis de l'intérieur
Août 2004

[Traduction d'une affiche turinoise publiée le 10 août 2004 sur anarcotico.net]

Quelques actions de solidarité en Europe

19 juin, Launkasaari (Finlande)
« Nous avons abattu une parcelle de bouleaux OGM situé dans un parc de recherche à Launkasaari (Punkaharju). Le transfert de gènes des arbres OGM à l'environnement attenant est un risque réel, dont les conséquences sont imprévisibles. L'industrie forestière et biotechnologique manipulent les arbres et les forêts pour satisfaire leurs propres besoins, pour leur profit personnel. Elles sont responsables de la destruction des forêts naturelles et de leur remplacement par des parcelles de monocultures arborées, et par conséquent détruisent la biodiversité. Une telle pratique est irresponsable, notamment du point de vue social, et l'ingénierie génétique ne pourra résoudre aucun de ces problèmes. Si les arbres n'ont pas été créés pour répondre parfaitement aux exigences de l'industrie forestière, ils sont en revanche parfaits pour le travail qu'ils accomplissent en connexion avec la nature. Cette action a été réalisée en solidarité avec nos amis italiens qui sont en ce moment emprisonnés et persécutés par l'état italien. Pour Marco, Sergio, les gens de Il silvestre et les personnes incarcérés par Marini. Continuer à se battre et à ne pas se rendre !

ELF»

Source : palabras de guerra, 24 juin 2004

22 juin, Burgos (Espagne)
« Au cours de la nuit du 21 au 22 juin, le vice-consulat d'Italie a été attaqué en solidarité avec les anarchistes emprisonnés par l'Etat italien à Pise et en Sardaigne. Afin d'avertir les serviteurs de l'état qu'ils sont visés, des pierres ont été lancées contre les vitres et des tags ont été bombés sur une façade attenante. Alors qu'avec le contrôle quotidien et à travers les différents mécanismes répressifs, l'Etat/Capital tente de se montrer inattaquable, ceci est seulement un petit sabotage qui entend montrer que frapper les structures et les individus responsables de la répression est à la portée de tous. La rage, la passion subversive, nos désirs armés nous rendent complices de ceux qui ont été capturés...
... Action directe, reproductible, contagieuse, sans centre ni périphérie...
Entière solidarité et complicité avec les anarchistes emprisonnés !!!

Guerilla urbaine anarchiste »

Source : palabras de guerra, 22 juin 2004

16 & 19 juillet, Paris
« Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2004, deux vitres de la banque italienne San Paolo située 135, rue d'Alésia (Paris-14è) et quatre vitres de la même banque située place de la Catalogne (Paris-14è) ont été fracassées. Dans la nuit du 18

au 19 juillet 2004, la vitrine de l'agence d'assurance italienne Generali située 4, rue Rochebrune (Paris-11è) est tombée. Solidarité avec les inculpés des procès de Gênes suite au G8 de juillet 2001, guerre à l'Etat (italien) et un salut à tous les compagnons en lutte, de Pise à Lecce. »

[http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=23744]

26 juillet, Paris

«Entre les demandes d'extradition qui démontrent encore une fois qu'il n'oublie jamais, les procès contre des émeutiers accusés de "saccage" et de pillage lors du G8 de Gênes en juillet 2001, la répression contre celles et ceux qui luttent visiblement contre la domination et l'exploitation, l'Etat italien poursuit son sale travail. Pourtant, la domination et l'exploitation ne se cachent pas dans les "zones rouges" mais s'exposent dans les vitrines au regard du quotidien. Et la masse de nos désirs et de nos rages peut facilement aller à la rencontre de tout ce qui les protège : le grand concessionnaire Alfa Roméo / Fiat de Paris, situé 101 bis, avenue du Général Bizot (Paris-12è) a vu toutes ses vitrines se morceller en autant d'étoiles de colère la nuit du 25 au 26 juillet 2004.

Quelques gêneurs/euses »

[http://lille.indymedia.org/article.php3?id_article=6463]

Quelques brèves du désordre de cette période

15 juin, Milan : un relais de téléphone portable de *Vodafone Omnitel* est incendié via Candiani. Après être monté sur le toit d'une carrosserie, les inconnus auraient jeté de l'essence sur la base du relais. Un tag laissé sur les murs du négoce précisait : "*libero e silvestre*".

26 juin, Milan : une petite bombe (deux butagaz attachés à une bouteille d'essence plus une mèche) inexplosée est retrouvée devant l'agence de la *Banca Intesa* de via Murat. Un billet signé *Les exploités* et retrouvé sur place précisait : "*La Banca Intesa est complice de la gestion des centres de rétention. Feu à tous les lagers, feu à toutes les prisons, feu à tous les Etats. Solidarité avec les arrêtés en Sardaigne. Liberté pour tous*".

15 juillet, Milan : une petite bombe (camping gaz et mèche imprégnée de liquide inflammable) explose contre l'agence de la *Banca Intesa* située piazza 24 Maggio, endommageant sa vitrine. Un billet signé *Contre les exploiteurs* et retrouvé sur place précisait : "*Solidarité avec les immigrés des centres de rétention"* et faisait référence au compagnon incarcéré de Lecce.

19 juillet, Piacenza : deux pylônes servant au téléphone ont explosé à Saliceto di Cadeo. Sur place, deux bombages précisaient : "*Guerre aux nuisances*", "*Carlo vive*" et "*Marco Libero*".

21 juillet, Vérone : le monument à la mémoire des carabiniers est recouvert de vernis rouge, tandis qu'une banderole précise "*Carlo est vivant dans la lutte*". La pierre ayant bien absorbé le liquide, les journaux locaux digressent sur le coût du nettoyage.

24 juillet, Milan : explosion contre une agence de la *Banca Intesa*, viale Jenner. Un billet retrouvé sur place réclamait la libération des six compagnons de Rovereto incarcérés.

26 juillet, Rovereto : un passage à niveau est bloqué puis incendié. Un A cerclé a été tagué par terre. La veille, à quelques kilomètres de cette ville (à Calliano), c'est un autre passage à niveau qui avait été bloqué, cette fois avec des chaînes de moto.

17 août, Lecce : un cocktail molotov est lancé contre le domicile de Don Cesare Lodeserto. Un tract laissé sur place précisait : "*Guerre à don Cesare, gestionnaire de la prison pour immigrés Regina Pacis*".

24 août, Pise : libération de 210 lapins de l'élevage *Pampaloni Rolando* à Foglia, revendiqué par l'ALF en solidarité avec les activistes de Silvestre.

13 octobre, Parme : incendie d'un camion frigoriférique et tentative d'incendie d'un camion de l'entreprise *Pronto carni*, revendiqués pour la libération de Sergio, Alessio et William, et en solidarité avec les activistes de Silvestre en résidence surveillée et en fugue.

28 octobre, Catania : deux cocktails molotovs sont lancés contre le portail d'entrée de la caserne de carabiniers piazza Dante, au centre-ville.

30 octobre, Milan : deux explosions (à base de poudre noire) contre l'agence intérimaire *Manpower* située via Pellegrino Rossi, une contre sa vitre et l'autre devant la porte d'entrée.

8 novembre, Milan : explosion contre l'agence de travail temporaire *Adecco* et deux contre la prison San Vittore (l'un, situé dans une poubelle a explosé dans le camion de ramassage des ordures). La première est revendiquée -ainsi que celle contre le *Manpower* d'octobre- par la *Fai/Cellule Metropolitane* selon les journaux et les deux dernières par la *Fai/Solidarietà Internazionale*.

1er décembre, Rovereto : les vitres de l'agence d'interim *Adecco*, via Baratieri sont fracassées à la masse. Par ailleurs, un tube rempli de poudre pirique lancé dans la cour de la mairie a été retrouvé non explosé.

10 décembre, Rome : le secrétariat du *Sindacato Autonomo di Polizia Penitenziaria* (Sappe, syndicat de 45 % matons), situé via Trionfale 79/a, reçoit un colis piégé (cassette vidéo sans bande, pile de 9 volts et 40 grammes de poudre) et, méfiant, appelle les artificiers.

11 décembre, Rome : un colis, qui selon la presse serait identique à celui de la veille, arrive à l'*Associazione nazionale Carabinieri* (association nationale des carabiniers). Soupçonneux, ils ne l'ont pas ouvert et prévenu les artificiers.

[Ces brèves sont tirées de la presse, c'est-à-dire de la police]

Adresse des compagnons incarcérés :

PISE

Alessio Perondi
Via Pianezza 300
10 121 Torino

William Frediani
Via Maiano 10
06 049 Spoleto

On peut verser une contribution sur le compte de *Terra Selvaggia* (ccp n°48507156 au nom de Costantino Ragusa), en précisant l'objet du versement.

OPÉRATION "CERVANTES"

Simone Del Moro
via provinciale San Biagio
81 030 Carinola (CE)

Marco Ferruzzi
CC Poggioreale
via Nuova Poggioreale, 170
80143 Napoli

David Santini
CC Le Vallette
via Pianezza, 300
10151 Torino

Sergio M. Stefani
Via Tradio, 8
89 015 Palmi (R.C.)

On peut verser une contribution sur le compte de la *Croce Nera Anarchic*a (ccp n°49577422 au nom de Cospito Claudia), en précisant l'objet du versement.

Quelques contacts

BOLOGNE

• *Acrati*
c/o Massimiliano Martino
CP 278
40 100 Bologna
acrati@yahoo.it
• Le bulletin anti-industriel *Los Amigos de Ludd* est disponible à la même adresse

CATANIA

• *Malacarne*
CP 469
90 100 Catania
siren.malacarne@tiscali.it

CECINA

• *Spazio di Documentazione*
via Pellico, 17
Cecina-Palazzi (LI)
spaziodidocumentazione@supereva.it

CUNEO

• *Spazio di Documentazione*
c/o Ass. Rebeldies
via Savona, 10
12 100 Cuneo
spaziodocumentazione@libero.it

GÊNES

• *Comitato anarchico di difesa e solidarietà*
piazza Embriaci, 5/13
16 123 Gênes
anarcos@ghostmail.net

LATINA

• *Cassa anarchica di solidarietà anticarceraria*
via dei messapi, 55
04 100 Latina
agitazione@hotmail.com

LECCE

• *Capolinea occupato*
via Adua, 5
73 100 Lecce
utopia73@libero.it
• Le journal *Peggio* est disponible à la même adresse.
•*Nemici di ogni frontiera*
CP 36
73 047 Monteroni di Lecce

MILAN

• *Villa occupata*
via Litta Modignani, 66
20 161 Milano
villanabollox@care2.com

PISE

• *Gruppo ecologista il Silvestre*
via del Cuore, 1
56 127 Pise
• Le journal *Terra Selvaggia* est disponible à la même adresse.

TRIESTE

• *L'arrembaggio*
CP 1307
agenzia 3
34 100 Trieste
info@guerrasociale.org
• Une liste de distribution est disponible à la même adresse

TURIN

• *Centro di documentazione Porfido*
via Tarino 12/c
10 124 Torino
• *El paso occupato*
elpaso@ecn.org
www.ecn.org/elpaso
(ils font aussi de la production/distribution de disques et libres : fortpaso@ecn.org)

ROVERETO

• "*La redazione*"
via Bezzi, 54
38 068 Rovereto
(ne pas écrire, passer les lundis soirs)
nave_deifolli@libero.it
•Le journal *Adesso* est disponible à : CP 45 - 38068 Rovereto (TN)

JOURNAUX ET SITES

• *Tempi di guerra*
CP 1244
10 100 Torino
http://digilander.libero.it/tempidiguerra
• *Croce Nera Anarchica*
Danilo Cremonese
CP 184
65 100 Pescara
croceneraanarchica@inventati.org
• http://anarcotico.net
• http://guerrasociale.org
• Des traductions en français sur :
http://toutmondehors.free.fr/italie

... Ainsi, nous nous poussons à réaliser ici et maintenant nos désirs, en hâte avant qu'il ne soit trop tard, que la fragilité de la vie ne nous rende aveugles, insensibles, résignés. Ainsi, nous ne sommes pas non plus surpris d'apprendre que la *liberté* est une condition *provisoire*. La liberté aussi, bien sûr. Elle qui a constitué un jour la raison principale pour laquelle vivre, se battre et mourir, revêt aujourd'hui l'apparence d'un privilège indispensable à peu de personnes, et superflu pour beaucoup.

Un jour ou l'autre, il peut arriver à chacun d'être accusé de voyager avec de l'essence dans la voiture (c'est arrivé à Sassari, deux arrestations), de recevoir une lettre " suspecte " par la poste (c'est arrivé à Pise, cinq arrestations), de réagir aux rafles de marchands ambulants étrangers (c'est arrivé à Gênes, deux arrestations), de protester contre l'enfermement de personnes coupables d'être nées ailleurs (c'est arrivé à Lecce, une arrestation), d'avoir participé deux ans auparavant à une bagarre avec des fascistes (c'est arrivé à Rovereto, six arrestations). Et la liberté finit là.

Ce sont des choses qui arrivent surtout à ceux qui, fatigués d'être des spectateurs de passage, veulent descendre à tout prix de la machine sociale lancée dans sa course réductrice et assassine. En somme, à ceux qui s'obstinent à penser que la liberté est encore une raison essentielle de vivre et de se battre...

